

**MEMORIAL**

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg

**MEMORIAL**

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxembourg

**RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

**C — N° 150****26 mars 1996****SOMMAIRE**

<b>A.B.M. Invest S.A., Mersch</b> . . . . .	page 7192	<b>Euro-Strategie-Aktien, Fonds Commun de Placement</b>	7159
<b>A.F.S. Invest S.A., Mersch</b> . . . . .	7171	<b>Firo S.A. Holding, Luxembourg</b> . . . . .	7198
<b>Agence Immobilière Jules Jannizzi, S.à r.l., Esch-sur-Alzette</b> . . . . .	7183	<b>Futur 2000 S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7192
<b>Alliance American Fund, Fonds Commun de Placement</b> . . . . .	7191	<b>Hypo DM-Pro Cash 97</b> . . . . .	7190
<b>Alliance Global Leisure Fund, Fonds Commun de placement</b> . . . . .	7191	<b>Immobilière Nora, S.à r.l., Luxembourg</b> . . . . .	7170
<b>Antenne Technique et Commerciale S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7172, 7173	<b>International Assets Fund, Sicav, Luxembourg</b> . . . . .	7200
<b>Antigone S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7196	<b>Jaoui S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7197
<b>Astrobol Conseil S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7189	<b>Journées de Mondorf / Mondorfer Literaturtage, A.s.b.l., Luxembourg</b> . . . . .	7167
<b>Benodec S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7196	<b>Lombard Odier Invest, Sicav, Luxembourg</b> . . . . .	7192
<b>Beteiligungsgesellschaft Friederich S.A., Luxembourg</b>	7175	<b>Lutra S.A., Soparfi, Luxembourg</b> . . . . .	7187
<b>Brandotex Participations S.A., Soparfi, Luxembourg</b>	7177	<b>Mercury Offshore Sterling Trust, Sicav, Luxembourg</b>	7193
<b>Brasseries Réunies de Luxembourg Mousel et Clausen S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7193	<b>New Green-House S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7165
<b>Breitfeld Teilhaber Gesellschaft AG, Bereldange</b> . . . . .	7200	<b>Palitana S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7199
<b>C.E.P.A., Compagnie Européenne de Participations Automobiles S.A., Soparfi, Luxembourg</b> . . . . .	7179	<b>Papyrus S.A., Bertrange</b> . . . . .	7195
<b>(Au) Chauffage Moderne S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7199	<b>Parsector S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7196
<b>CLR Select, Sicav, Luxembourg</b> . . . . .	7199	<b>Pauleit Luxembourg, GmbH, Bad Mondorf</b> . . . . .	7169
<b>(La) Coiffe II, S.à r.l., Dalheim</b> . . . . .	7184	<b>Prontofund, Sicav, Luxembourg</b> . . . . .	7197
<b>Comafi S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7195	<b>Sakura Holdings S.C.A., Luxembourg</b> . . . . .	7155
<b>Compagnie de Nobressart S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7198	<b>SAKURA, Sakuramanagement S.A., Luxembourg</b>	7157
<b>Conengineering Holding S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7180	<b>Scala, Sicav, Luxembourg</b> . . . . .	7197
<b>Cregem Leveraged Investment, Sicav, Luxbg</b>	7154, 7155	<b>Soparsec S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7193
<b>DDD S.A.H., Luxembourg</b> . . . . .	7198	<b>Sorano S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7194
<b>Dolphin International Investments, Sicav, Luxembg</b>	7194	<b>Transports Faber, S.à r.l., Soleuvre</b> . . . . .	7171
<b>E.C. International S.A., Soparfi, Luxembourg</b> . . . . .	7182	<b>UNICORP, Universal Luxembourg Corporation S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7171
<b>Elitek S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7198	<b>Valau S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7200
<b>(The) Emerging Markets Strategic Fund, Sicav, Luxembourg</b> . . . . .	7195	<b>Vigilantia S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7195
<b>Energie 5 Holding S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7199	<b>Vimo S.A., Itzig</b> . . . . .	7171
<b>Energietechnik S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7185	<b>Vitosec S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7171
<b>Eurocleg S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7192	<b>Weiler-Bau (Lux), GmbH, Luxembourg</b> . . . . .	7174
		<b>Woelki International S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7173
		<b>World Car, S.à r.l., Luxembourg</b> . . . . .	7174
		<b>Xerus S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7174
		<b>Zamata Holding S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7174
		<b>Zamataimmo S.A., Luxembourg</b> . . . . .	7175

**CREGEM LEVERAGED INVESTMENT, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 46.181.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quinze, le vingt décembre.  
Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société d'investissement à capital variable CREGEM LEVERAGED INVESTMENT, avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, alors de résidence à Mersch, en date du 28 décembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial numéro 62 du 14 février 1994.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Francis Guillaume, conseiller de banque, demeurant à Tintigny (Belgique),

qui désigne comme secrétaire, Madame Geneviève Sainlez, employée de banque, demeurant à Arlon (Belgique).

L'assemblée choisit comme scrutateur, Madame Nelly Pesch, employée de banque, demeurant à Martelange (Belgique).

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1. Décision de modifier la devise du capital de la société pour la libeller non plus en Ecus mais en francs luxembourgeois.

2. En conséquence, modifier le 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 5 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital minimum de la société est égal à 50 millions de francs luxembourgeois.»

et modifier les articles 9, 1<sup>ère</sup> phrase du point c3 et 10, 2<sup>e</sup> alinéa et point 7<sup>e</sup> pour y remplacer la référence au terme «ECU» par la référence aux termes «francs luxembourgeois (LUF)».

3. Modifier l'article 14 des statuts, pour y supprimer la référence relative à la tenue de la 1<sup>ère</sup> assemblée générale annuelle.

4. Modifier l'article 28 des statuts, pour y supprimer la référence au 1<sup>er</sup> exercice social.

5. Modifier l'article 32 des statuts, 2<sup>e</sup> alinéa, pour lui donner la teneur suivante:

«Les frais ont été estimés à LUF 1.000.000,- et sont amortis sur une période n'excédant pas les cinq premiers exercices sociaux.»

6. Décider que ces modifications sont applicables avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1996.

II.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par annonces contenant l'ordre du jour faites dans:

- le Luxemburger Wort en date des 17 novembre et 4 décembre 1995,
- le Letzeburger Journal en date des 17 novembre et 2 décembre 1995,
- le Mémorial C 586 du 17 novembre 1995 et C 616 du 4 décembre 1995.

Les convocations afférentes sont déposées sur le bureau de l'assemblée.

III.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

IV.- Qu'il existe actuellement 97.311,335 actions.

V.- Qu'il résulte de la liste de présence que 579 actions seulement sont représentées.

Mais une première assemblée ayant eu le même ordre du jour tenue devant le notaire instrumentant, en date du 13 novembre 1995 n'a pas pu délibérer valablement, le quorum légal n'ayant pas été réuni.

La présente assemblée peut donc délibérer valablement, quel que soit le nombre des actions représentées conformément à l'article 67, alinéa 5 du texte coordonné sur les sociétés commerciales.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de modifier la devise du capital de la société pour la libeller non plus en Ecus mais en francs luxembourgeois.

*Deuxième résolution*

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 5 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. Troisième alinéa.** Le capital minimum de la société est égal à 50 millions de francs luxembourgeois.»

*Troisième résolution*

L'assemblée décide également de modifier les articles 9, 1<sup>ère</sup> phrase du point c3 et 10, 2<sup>e</sup> alinéa et point 7<sup>e</sup> pour y remplacer la référence au terme «ECU» par la référence aux termes «francs luxembourgeois (LUF)».

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 14 des statuts, pour y supprimer la référence relative à la tenue de la 1<sup>ère</sup> assemblée générale annuelle.

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 28 des statuts, pour y supprimer la référence au 1<sup>er</sup> exercice social.

*Sixième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 32 des statuts 2<sup>e</sup> alinéa, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 32. Deuxième alinéa.** Les frais ont été estimés à LUF 1.000.000,- et sont amortis sur une période n'excédant pas les cinq premiers exercices sociaux.»

*Septième résolution*

L'assemblée décide que toutes ces modifications sont applicables avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: F. Guillaume, G. Sainlez, N. Pesch, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 88S, fol. 21, case 6. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur ff.* (signé): D. Hartmann.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 18 janvier 1996.

G. Lecuit.

(03388/220/89) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

**CREGEM LEVERAGED INVESTMENT, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 46.181.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 18 janvier 1996.

G. Lecuit.

(03389/220/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

**SAKURA HOLDINGS S.C.A., Société en commandite par actions (in liquidation).**

Registered office: Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 39.726.

In the year one thousand nine hundred and ninety-five, on the twenty-eighth day of December.

Before Us, Maître Reginald Neuman, notary residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of SAKURA HOLDINGS S.C.A., a société en commandite par actions, having its registered office at 33, boulevard du Prince Henri, Luxembourg, incorporated by a deed of the undersigned notary on 17th March, 1992, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C of 14th May, 1992, number 200.

The meeting was presided over by Mr Daisaburo Fujinami, Deputy Managing Director, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary M<sup>e</sup> Philippe Hoss, maître en droit, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Kazuhiro Kondo, Manager, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II. It appears from the attendance list, that out of 1 Management Share, 2,200,001 Ordinary Shares and 3,000 Preference Shares in circulation, all the shares are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting could validly decide on all the items of the agenda.

III. That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

- 1) Deliberation on the dissolution of SAKURA HOLDINGS S.C.A. (the «Company»).
- 2) Appointment of one or more liquidators and determination of their powers and remuneration.
- 3) Determination of the date of the second shareholders' meeting to hear the report of the liquidator and to appoint an auditor.
- 4) Determination of the date of the third shareholders' meeting to hear the report of the auditor and to decide the close of the liquidation of the Company.

IV. After deliberation, the meeting unanimously took the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting decides a dissolution in anticipation of the Company and puts the Company into liquidation as of this day.

*Second resolution*

The meeting appoints as liquidator:

SAKURA MANAGEMENT S.A., in abbreviation SAKURA, a société anonyme with registered office at 33, boulevard du Prince Henri, Luxembourg.

The liquidator is granted the most general powers provided for by articles 144 to 148bis of the co-ordinated law on commercial companies. The liquidator will be entitled to perform the deed and operations stipulated in article 145 without authorisation of the general meeting of shareholders in the situations where this authorisation would be required.

The liquidator is entitled to relieve the registrar of the office of mortgages of the charge to register liens and preferential rights; renounce all rights in rem, preferential rights, privileges, mortgages and cancellation clauses, consent release and clearance, with or without payment, of all preferential rights and mortgages, transcriptions, attachments, seizures or other encumbrances.

The liquidator is not required to draw up an inventory and may rely on the accounts of the Company.

The liquidator is authorised, under his responsibility, to delegate, in regard of special and determined operations, to one or more proxyholders, such part of his authority he will determine and for the duration he will fix.

*Third resolution*

The meeting decides to fix the 29th December, 1995 at 12.00 noon as date for the second shareholders' meeting to hear the report of the liquidator and to appoint an auditor.

*Fourth resolution*

The meeting decides to fix 29th December, 1995 at 2.00 p.m. as date for the third shareholders' meeting to hear the report of the auditor and to decide the close of the liquidation of the Company.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that at the request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction française du procès-verbal qui précède:**

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quinze, le vingt-huitième jour de décembre.

Par-devant Nous, Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société en commandite par actions SAKURA HOLDINGS S.C.A., ayant son siège social au 33, boulevard du Prince Henri, Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 17 mars 1992, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C en date du 14 mai 1992, numéro 200.

L'assemblée est présidée par M. Daisaburo Fujinami, Deputy Managing Director, résidant à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, M<sup>e</sup> Philippe Hoss, maître en droit, résidant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur, M. Kazuhiro Kondo, Manager, résidant à Luxembourg.

Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que sur 1 part de commandité, 2.200.001 actions ordinaires et 3.000 actions préférentielles en circulation, toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

- 1) Délibération sur la dissolution de SAKURA HOLDINGS S.C.A. (la «Société»).
- 2) Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs et de leur rémunération.
- 3) Détermination de la date de la seconde assemblée des actionnaires afin d'entendre le rapport du liquidateur et de nommer un réviseur.
- 4) Détermination de la date de la troisième assemblée des actionnaires afin d'entendre le rapport du réviseur et de décider la clôture de la liquidation de la Société.

IV. Après délibération, l'assemblée a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la Société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur, SAKURA MANAGEMENT S.A., en abrégé SAKURA, société anonyme, avec siège social au 33, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut se référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il déterminera et pour la durée qu'il fixera.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de fixer la date de la seconde assemblée des actionnaires ayant pour objet d'entendre le rapport du liquidateur et de nommer un réviseur au 29 décembre 1995 à midi.

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide de fixer la date de la troisième assemblée des actionnaires ayant pour objet d'entendre le rapport du réviseur et de décider la clôture de la liquidation de la Société au 29 décembre 1995 à 14.00 heures.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: D. Fujinami, Ph. Hoss, K. Kondo, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 1996, vol. 88S, fol. 63, case 6. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour copie conforme, délivrée à ladite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 1996.

R. Neuman.

(07593/226/133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 1996.

**SAKURA, SAKURAMANAGEMENT S.A., Société Anonyme (in liquidation).**

Registered office: Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 39.725.

In the year one thousand nine hundred and ninety-five, on the twenty-eighth day of December.

Before Us, Maître Reginald Neuman, notary residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of SAKURA MANAGEMENT S.A., in abbreviation SAKURA, a société anonyme, having its registered office at 33, boulevard du Prince Henri, Luxembourg, incorporated by a deed of the undersigned notary on 11th March, 1992.

The meeting was presided over by Mr Daisaburo Fujinami, Deputy Managing Director, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary M<sup>e</sup> Philippe Hoss, maître en droit, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Kazuhiro Kondo, Manager, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II. It appears from the attendance list, that out of 12,501 Shares in circulation, all the shares are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting could validly decide on all the items of the agenda.

III. That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

- 1) Deliberation on the dissolution of SAKURA MANAGEMENT S.A. (the «Company»).
- 2) Appointment of one or more liquidators and determination of their powers and remuneration.
- 3) Determination of the date of the second shareholders' meeting to hear the report of the liquidator and to appoint an auditor.
- 4) Determination of the date of the third shareholders' meeting to hear the report of the auditor and to decide the close of the liquidation of the Company.

IV. After deliberation, the meeting unanimously took the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting decides a dissolution in anticipation of the Company and puts the Company into liquidation as of this day.

*Second resolution*

The meeting appoints as liquidator:

Mr Fujinami, Assistant Managing Director, residing at 33, boulevard du Prince Henri, Luxembourg.

The liquidator is granted the most general powers provided for by articles 144 to 148bis of the co-ordinated law on commercial companies. The liquidator will be entitled to perform the deed and operations stipulated in article 145 without authorisation of the general meeting of shareholders in the situations where this authorisation would be required.

The liquidator is entitled to relieve the registrar of the office of mortgages of the charge to register liens and preferential rights; renounce all rights in rem, preferential rights, privileges, mortgages and cancellation clauses, consent release and clearance, with or without payment, of all preferential rights and mortgages, transcriptions, attachments, seizures or other encumbrances.

The liquidator is not required to draw up an inventory and may rely on the accounts of the Company.

The liquidator is authorised, under his responsibility, to delegate, in regard of special and determined operations, to one or more proxyholders, such part of his authority he will determine and for the duration he will fix.

*Third resolution*

The meeting decides to fix 29th December, 1995 at 3.00 p.m. as date for the second shareholders' meeting to hear the report of the liquidator and to appoint an auditor.

*Fourth resolution*

The meeting decides to fix 29th December, 1995 at 5.00 p.m. as date for the third shareholders' meeting to hear the report of the auditor and to decide the close of the liquidation of the Company.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that at the request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction française du procès-verbal qui précède:**

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quinze, le vingt-huitième jour de décembre.

Par-devant Nous, Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SAKURA MANAGEMENT S.A., en abrégé SAKURA, ayant son siège social au 33, boulevard du Prince Henri, Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 17 mars 1992, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C en date du 14 mai 1992, numéro 200.

L'assemblée est présidée par M. Daisaburo Fujinami, Deputy Managing Director, résidant à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, M<sup>e</sup> Philippe Hoss, maître en droit, résidant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur, M. Kazuhiro Kondo, Manager, résidant à Luxembourg.

Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que sur 12.501 actions en circulation, toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

- 1) Délibération sur la dissolution de SAKURA MANAGEMENT S.A. (la «Société»).
- 2) Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs et de leur rémunération.
- 3) Détermination de la date de la seconde assemblée des actionnaires afin d'entendre le rapport du liquidateur et de nommer un réviseur.
- 4) Détermination de la date de la troisième assemblée des actionnaires afin d'entendre le rapport du réviseur et de décider la clôture de la liquidation de la Société.

IV. Après délibération, l'assemblée a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la Société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur, M. Fujinami, Assistant Managing Director, demeurant au 33, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut se référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il déterminera et pour la durée qu'il fixera.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée décide de fixer la date de la seconde assemblée des actionnaires ayant pour objet d'entendre le rapport du liquidateur et de nommer un réviseur au 29 décembre 1995 à 15.00 heures.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide de fixer la date de la troisième assemblée des actionnaires ayant pour objet d'entendre le rapport du réviseur et de décider la clôture de la liquidation de la Société au 29 décembre 1995 à 17.00 heures.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: D. Fujinami, Ph. Hoss, K. Kondo, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 1996, vol. 88S, fol. 63, case 7. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour copie conforme, délivrée à ladite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 1996.

R. Neuman.

(07594/226/132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 1996.

## **EURO-STRATEGIE-AKTIEN, Fonds Commun de Placement.**

### **VERWALTUNGSREGLEMENT**

**Art. 1. Der Fonds.** Der EURO-STRATEGIE-AKTIEN (hiernach «Fonds» genannt) wurde nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg als Investmentfonds (fonds commun de placement) errichtet. Es handelt sich um ein Sondervermögen aller Anteilhaber, bestehend aus Wertpapieren und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, welches im Namen der Verwaltungsgesellschaft und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber (im folgenden «Anteilhaber» genannt) durch die TRINKAUS LUXEMBOURG INVESTMENT MANAGERS S.A., eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in Luxemburg-Stadt (im folgenden «Verwaltungsgesellschaft» genannt) verwaltet wird.

Die Fondsanteile (im folgenden «Anteile» genannt) werden in Form von Inhaberkartons (im folgenden «Anteilzertifikate» genannt) ausgegeben.

Das Vermögen des Fonds, das von einer Depotbank (im folgenden «Depotbank» genannt) verwahrt wird, ist von dem Vermögen der Verwaltungsgesellschaft getrennt zu halten.

Zur Depotbank ist die TRINKAUS & BURKHARDT (INTERNATIONAL) S.A., Luxemburg, bestellt.

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt. Dessen erstmals gültige Fassung sowie jegliche Änderungen davon sind im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (im folgenden «Mémorial» genannt) veröffentlicht, sowie beim Bezirksgericht von und zu Luxemburg hinterlegt.

Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie alle ordnungsgemäß genehmigten und veröffentlichten Änderungen desselben an.

**Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft.** Der Fonds wird - vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen in Artikel 4 des Verwaltungsreglements - durch die Verwaltungsgesellschaft im eigenen Namen, aber ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber, verwaltet. Diese Verwaltungsbefugnis erstreckt sich namentlich, jedoch nicht ausschließlich, auf den Kauf, den Verkauf, die Zeichnung, den Umtausch und die Annahme von Wertpapieren und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten sowie auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds zusammenhängen. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der Anlagebeschränkungen des Artikels 4 des Verwaltungsreglements fest. Dabei kann sie sich der Anlageempfehlungen eines Anlageberaters bedienen. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder sonstige Personen mit der täglichen Ausführung der Anlagepolitik betrauen. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, vom Fonds eine Vergütung von max. 0,3 % p.a. zu erhalten, die monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Fondsvermögen eines jeden Monats zu berechnen und auszu zahlen ist. Mögliche Honorare für einen Anlageberater gehen zu Lasten der Verwaltungsgesellschaft.

**Art. 3. Die Depotbank.** Die Verwaltungsgesellschaft hat der Depotbank die Verwahrung des Fondsvermögens übertragen. Die Depotbank oder die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine Kündigung durch die Verwaltungsgesellschaft wird wirksam, wenn eine von der zuständigen Aufsichtsbehörde genehmigte Bank die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Verwaltungsgesellschaft innerhalb von zwei Monaten eine neue Depotbank ernennen, die die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zur Bestellung dieser neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilsinhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement vollumfänglich nachkommen.

Alle flüssigen Mittel, Wertpapiere und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte, welche das Vermögen des Fonds darstellen, werden von der Depotbank für die Anteilsinhaber des Fonds in gesperrten Konten oder Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelbanken mit der Verwahrung von Wertpapieren des Fonds beauftragen.

Die Depotbank wird entsprechend den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft - vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit diesem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem Gesetz:

- Anteile des Fonds auf die Zeichner gemäß Artikel 5 des Verwaltungsreglements übertragen;
- aus den gesperrten Konten den Kaufpreis für Wertpapiere, Bezugs- oder Zuteilungsrechte, Finanzterminkontrakte, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den Fonds erworben worden sind;
- Wertpapiere, Bezugs- oder Zuteilungsrechte sowie sonstige zulässige Vermögenswerte, die für den Fonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern;
- den Rücknahmepreis gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements gegen Empfang der entsprechenden Anteilzertifikate auszahlen;
- jedwede Ausschüttungen gemäß Artikel 13 des Verwaltungsreglements auszuzahlen.

Die Depotbank überwacht die Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen sowie sämtlicher Vorschriften des Verwaltungsreglements. Sie wird insbesondere bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen, Finanzterminkontrakten sowie bezüglich Kurssicherungsgeschäften die Einhaltung der Bestimmungen in Artikel 4 des Verwaltungsreglements überwachen.

Die Depotbank wird dafür Sorge tragen, daß:

- alle Vermögenswerte des Fonds unverzüglich auf seinen gesperrten Konten bzw. Depots eingehen, insbesondere eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich der Verkaufsprovision und eventueller Steuern und Abgaben;
- der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Auszahlung und die Aufhebung (d.h. der Umtausch) der Anteile für Rechnung des Fonds oder durch die Verwaltungsgesellschaft den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements gemäß erfolgen;
- bei allen Geschäften, die sich auf das Fondsvermögen beziehen, der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen bei ihr eingeht;
- die Erträge des Fondsvermögens den Bestimmungen des Verwaltungsreglements gemäß verwendet werden;
- die Berechnung des Inventarwertes und des Wertes der Anteile gemäß den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements erfolgt;
- börsennotierte Wertpapiere, Finanzterminkontrakte, Optionen, Bezugs- und Zuteilungsrechte höchstens zum Tageskurs gekauft und mindestens zum Tageskurs verkauft werden sowie nicht an einer Börse notierte Wertpapiere und Optionen zu einem Preis gekauft bzw. verkauft werden, der nicht in einem offensichtlichen Mißverhältnis zu ihrem tatsächlichen Wert steht.

Die Depotbank wird den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, es sei denn, daß sie gegen die gesetzlichen Vorschriften oder die Vertragsbedingungen verstoßen.

Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die in diesem Verwaltungsreglement festgesetzte Vergütung.

Die Depotbank entnimmt den gesperrten Konten nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft die ihr gemäß diesem Verwaltungsreglement zustehende Vergütung. Die in Artikel 11 des Verwaltungsreglements aufgeführten sonstigen zu Lasten des Fonds zu zahlenden Kosten bleiben hiervon unberührt.

Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen:

- Ansprüche der Anteilsinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
- gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

Die Depotbank hat gegen das Fondsvermögen Anspruch auf die mit der Verwaltungsgesellschaft vereinbarten Honorare, welche folgende Höchstgrenzen nicht überschreiten dürfen:

- eine Vergütung für die Wahrnehmung der Depotbankaufgaben und die Verwahrung des Fondsvermögens in Höhe von 0,10 % p.a., die monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Fondsvermögen eines jeden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist.

Als Provision wird die Bank dem Fonds folgende Sätze beim Kauf und Verkauf von Wertpapieren in Rechnung stellen:

- 0,25 % auf Aktien und Optionsscheine des ausmachenden Betrages,
- 0,5 % des Prämienvolumens auf DTB- und OTC-Optionen,
- DM 25,- pro Kontrakt auf DTB-Futures,
- auf Indexbaskets ab einem Volumen von 10 Mio. DM 0,15 % des ausmachenden Betrages.



Für alle anderen Geschäfte wird eine Bearbeitungsgebühr von 0,3 % des Betrages jeder Wertpapiertransaktion für Rechnung des Fonds erhoben.

Die Bank stellt dem Fonds bei Geschäften mit Dritten, wobei die Bank lediglich die Abwicklung vornimmt, einen Betrag in Höhe von DM 500,- pro Transaktion in Rechnung.

Darüber hinaus hat die Depotbank Anspruch auf Ersatz der von ihr verauslagten Fremdspesen und darf für außergewöhnliche Dienstleistungen, die bei normalem Geschäftsablauf nicht auftreten, eine Bearbeitungsgebühr in Rechnung stellen.

#### **Art. 4. Anlagepolitik und Anlagegrenzen.**

A. Die Verwaltungsgesellschaft strebt an, für den Fonds nur solche Vermögenswerte zu erwerben, die Ertrag und/oder Wachstum erwarten lassen mit dem Ziel, einen angemessenen, stetigen Wertzuwachs zu erwirtschaften.

Das Fondsvermögen wird vorwiegend in voll eingezahlten Aktien und Aktienzertifikaten europäischer Unternehmen, sowie in Wandelschuldverschreibungen, Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten, Optionsscheinen auf Wertpapieren, Genuß- und Partizipationsscheinen, sowie in sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt.

Vorbehaltlich der weiter unten angeführten Anlagegrenzen müssen dieselben:

1. an einer Wertpapierbörse eines Mitgliedstaates der EU (Europäische Union) amtlich notiert werden;
2. an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der EU, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;
3. an einer Wertpapierbörse eines Drittstaates amtlich notiert oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittstaates, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden.

Mit Drittstaat ist dabei jeder Staat gemeint, der nicht der Europäischen Union angehört.

4. Soweit es sich um Wertpapiere aus Neuemissionen handelt, müssen die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten:

- daß die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird, und zwar an den Börsen oder geregelten Märkten eines Mitgliedstaates der EU oder eines Drittstaates;

- und daß die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Für den Fonds dürfen daneben flüssige Mittel gehalten werden.

B. Unter Beachtung der nachfolgenden Anlagegrenzen kann die Verwaltungsgesellschaft sich der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Einsetzung dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

Ferner kann die Verwaltungsgesellschaft Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungsrisiken im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens nutzen.

Kurssicherungsgeschäfte in Devisen dürfen jeweils nur mit dem Ziel der Absicherung und bis zur Höhe der vom Fonds in den entsprechenden Währungen gehaltenen Vermögenswerte vorgenommen werden. Die Laufzeit der Kurssicherungsgeschäfte darf die Fälligkeit der zugrundeliegenden Vermögenswerte nicht überschreiten.

Es dürfen für den Fonds als Pensionsnehmer Pensionsgeschäfte über Wertpapiere mit erstklassigen Pensionsgebern abgeschlossen werden, wenn sich diese schriftlich zur Rücknahme der Wertpapiere verpflichten. Der Anteil dieser Pensionsgeschäfte darf mit dem einzelnen Pensionsgeber 5 % und insgesamt 25 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten. Die maximale Laufzeit des einzelnen Pensionsgeschäftes darf dabei sechs Monate nicht überschreiten.

C. Der Verwaltungsgesellschaft ist es nicht gestattet, für den Fonds:

1. mehr als 10 % des Netto-Fondsvermögens in anderen als in den unter Absatz A genannten Wertpapieren anzulegen;
2. mehr als 10 % des Netto-Fondsvermögens in verbrieften Rechten anzulegen, die im Rahmen der Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können und insbesondere übertragbar und veräußerbar sind und deren Wert jederzeit oder zumindest in den nach Artikel 8 des Verwaltungsreglements vorgesehenen Zeitabständen genau bestimmt werden kann.

In den in Ziffern 1 und 2 genannten Werten dürfen zusammen jedoch höchstens 10 % des Netto-Fondsvermögens angelegt werden.

3. Edelmetalle oder Zertifikate über diese zu erwerben;

4. mehr als 10 % des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren ein und desselben Emittenten anzulegen, mit der Maßgabe, daß der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapieren mehr als 5 % des Netto-Fondsvermögens angelegt sind, 40 % des Wertes des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen darf.

Während eines Zeitraums von sechs Monaten nach seiner Zulassung kann der Fonds von den unter Absatz C Ziffer 4 angeführten Beschränkungen abweichen.

Werden die in Vorstehendem genannten Grenzen unbeabsichtigt oder infolge der Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat die Verwaltungsgesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel, die Normalisierung dieser Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber anzustreben;

5a) mehr als 10 % der in Umlauf befindlichen Aktien eines Unternehmens oder mehr als 10 % der Schuldverschreibungen, Genußscheine oder Partizipationsscheine ein und desselben Emittenten zu erwerben.

Diese Grenze braucht beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich der Bruttobetrag der Schuldverschreibungen zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht berechnen läßt.

Darüber hinaus wird die Verwaltungsgesellschaft für keine der von ihr verwalteten Investmentfonds Wertpapiere erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es ihr ermöglicht, einen nennenswerten Einfluß auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben;

b) Anlagen in Anteilen eines anderen Investmentfonds dürfen 10 % der ausstehenden Anteile dieses Fonds nicht überschreiten.

6. Kredite aufzunehmen, es sei denn in besonderen Fällen für kurze Zeit, bis zur Höhe von 10 % des Netto-Fondsvermögens;

7. Kredite zu gewähren oder für Dritte als Bürge einzustehen. Diese Beschränkung steht dem Erwerb von nicht voll eingezahlten Wertpapieren nicht entgegen. Nicht voll eingezahlte Wertpapiere dürfen nur insoweit erworben werden, als der Gesamtbetrag der ausstehenden Einlagen 5 % des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigt. Falls der Fonds nicht voll eingezahlte Wertpapiere besitzt, muß eine Liquiditätsvorsorge zur späteren vollen Einzahlung geschaffen werden, die in die Anlagebeschränkungen gemäß Ziffer 6 mit einzubeziehen ist;

8. Vermögenswerte des Fonds zu verpfänden oder sonst zu belasten, zur Sicherung zu übereignen oder zur Sicherung abzutreten. Usancegemäße Einschüsse bei Optionen und börsennotierten Terminkontrakten bleiben hiervon unberührt.

9. Wertpapiere zu erwerben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarungen irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;

10. in Immobilien anzulegen und Waren oder Warenkontrakte zu kaufen oder zu verkaufen;

11. mehr als 5 % des Netto-Fondsvermögens in Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) im Sinne der Richtlinie des Rates vom 20. Dezember 1985 (85/611/EWG) zu investieren.

Darunter fallen auch Anteile anderer OGAW, die von der Gesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, sofern derartige OGAW auf einen bestimmten geographischen oder wirtschaftlichen Bereich spezialisiert sind.

Sofern die Verwaltungsgesellschaft im Rahmen dieser Möglichkeit für den Fonds Anteile anderer OGAW erwirbt, die von ihr selbst oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, wird sie von der Berechnung einer Verwaltungsvergütung sowie einer Ausgabe- und Rücknahmegebühr auf den ausmachenden Betrag dieser Anlage absehen. Sind Anlagen in anderen derartigen OGAW für den Fonds getätigt worden, so wird die Verwaltungsgesellschaft in dem nächsten zu veröffentlichenden Rechenschaftsbericht des Fonds auf Art und Umfang der getätigten Anlagen genau eingehen;

12. Wertpapier-Leerverkäufe zu tätigen;

13. Kauf- und Verkaufs-Optionen auf Wertpapiere/Vermögenswerte zu kaufen, deren Prämien addiert 15 % des Netto-Fondsvermögens überschreiten.

Zum Zeitpunkt des Verkaufes einer Kauf-Option und während der gesamten Laufzeit des Optionsgeschäftes können die der Kauf-Option zugrundeliegenden Titel nicht veräußert werden, es sei denn, daß diese durch entgegengesetzte Optionen oder andere diesem Zweck dienende Instrumente, wie z.B. Optionsscheine, gedeckt sind;

14. Optionen auf Wertpapiere oder Finanzterminkontrakte zu verkaufen, deren Volumen bewertet zum Ausübungspreis 25 % des Nettovermögenswertes des Fonds übersteigt, sofern diese Transaktionen nicht der Absicherung von Wertpapierbeständen dienen. Werden Verkaufs-Optionen auf Wertpapiere oder Finanzterminkontrakte verkauft, muß der Fonds während der Laufzeit des Optionsvertrages über entsprechende liquide Mittel verfügen, um die Werte zu bezahlen, die im Falle der Optionsausübung durch die Gegenpartei geliefert werden;

15. Wertpapiere fest zu übernehmen («underwriting»).

Die Verwaltungsgesellschaft kann im Einvernehmen mit der Depotbank die Anlagebeschränkungen und andere Teile des Verwaltungsreglements ändern, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden sollen.

**Art. 5. Ausgabe von Anteilen.** Jede natürliche oder juristische Person kann, vorbehaltlich von Artikel 6 des Verwaltungsreglements, durch Zeichnung und Zahlung des Ausgabepreises Anteile erwerben.

Alle ausgegebenen Anteile haben gleiche Rechte.

Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und durch Übergabe von Anteilzertifikaten gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements in entsprechender Höhe übertragen.

Zeichnungsanträge, die bis 11.00 Uhr an einem Bewertungstag (wie in Artikel 8 des Verwaltungsreglements bestimmt) bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden auf der Grundlage des an diesem Bewertungstag festgesetzten Inventarwertes abgerechnet.

Ausgabepreis ist der Inventarwert gemäß Artikel 8 des Verwaltungsreglements des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich einer Verkaufsprovision von bis zu 5 %; er ist zahlbar innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag.

Der Ausgabepreis erhöht sich um Stempelgebühren oder andere Belastungen, die in den verschiedenen Ländern anfallen, in denen Anteile verkauft werden.

**Art. 6. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen.** Die Verwaltungsgesellschaft hat bei der Ausgabe von Anteilen die Gesetze und Vorschriften aller Länder, in welchen Anteile angeboten werden, zu beachten. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, wenn es sich bei den Käufern um natürliche oder juristische Personen handelt, die in bestimmten Ländern oder Gebieten wohnhaft oder eingetragen sind. Die Verwaltungsgesellschaft kann auch natürliche oder juristische Personen vom Erwerb von Anteilen ausschließen, falls eine solche Maßnahme zum Schutz der Anteilinhaber oder des Fonds notwendig werden sollte.

Weiterhin kann die Verwaltungsgesellschaft jederzeit Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, die von Anteilinhabern gehalten werden, welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

Auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen werden von der Depotbank unverzüglich zinslos zurückgezahlt.

**Art. 7. Anteilzertifikate.** Die Verwaltungsgesellschaft gibt Anteilzertifikate, die auf den Inhaber lauten mit den dazugehörigen Ertragscheinen, in einer von ihr bestimmten Stückelung aus. Jedes Anteilzertifikat trägt die handschriftlichen oder vervielfältigten Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Die Verwaltungsgesellschaft kann im Interesse der Anteilsinhaber die Anteilzertifikate aufteilen oder zu größeren Stückelungen zusammenfassen.

**Art. 8. Berechnung des Inventarwertes.** Der Anteilwert (im folgenden «Inventarwert» genannt) lautet auf Deutsche Mark. Er wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder in Luxemburg von einem von ihr Beauftragten jede zweite Woche, jeweils donnerstags, sowie am letzten Bankarbeitstag eines Monats, die sowohl in Luxemburg als auch in Frankfurt am Main ein Börsentag sind (im folgenden «Bewertungstag» genannt) und am letzten Tag im Jahr, der sowohl in Luxemburg als auch in Frankfurt am Main ein Bankarbeitstag ist, errechnet.

Sollte der Donnerstag kein Börsentag sein, so wird der nächstfolgende Börsentag als Bewertungstag genommen.

Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Fondsvermögens durch die Zahl der am Bewertungstag in Umlauf befindlichen Anteile. Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere und Optionen darauf, die an einer Wertpapierbörse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet;

b) Wertpapiere und Optionen darauf, die nicht an einer Wertpapierbörse notiert sind, die aber aktiv an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere bzw. Optionen verkauft werden können;

c) Finanzterminkontrakte und Optionen darauf werden zum letzten verfügbaren Kurs der entsprechenden Börsen bewertet und die sich zu den Einstandswerten ergebenden, nicht realisierten Gewinne und Verluste als Forderungen oder Verbindlichkeiten betrachtet;

d) falls diese jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind, werden die Wertpapiere, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt;

e) hinzugerechnet werden die aufgelaufenen Stückzinsen bei verzinslichen Wertpapieren bzw. Geldmarktinstrumenten;

f) die flüssigen Mittel werden zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

Alle auf eine andere Währung als Deutsche Mark lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisemittelkurs in Deutsche Mark umgerechnet.

Auf die ordentlichen Nettoerträge wird ein Ertragsausgleich gerechnet.

Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht machen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des Fonds befriedigt werden können, nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank, den Inventarwert bestimmen, indem sie dabei die Kurse des Bewertungstages zugrunde legt, an dem sie für den Fonds die Wertpapiere verkaufte, die je nach Lage verkauft werden mußten. In diesem Falle wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsweise angewandt.

**Art. 9. Rücknahme von Anteilen.** Die Anteilsinhaber sind berechtigt, jederzeit über eine der Zahlstellen, die Depotbank oder die Verwaltungsgesellschaft die Rücknahme ihrer Anteile zu verlangen.

Rücknahmeanträge, die bis 11.00 Uhr an einem Bewertungstag (wie in Artikel 8 des Verwaltungsreglements bestimmt) bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zum Inventarwert dieses Bewertungstages abgerechnet.

Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb von fünf Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag. Die Anteilzertifikate müssen vor Auszahlung des Rücknahmepreises zurückgegeben werden. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden.

In diesem Fall erfolgt die Rücknahme gemäß den Bestimmungen des letzten Abschnitts von Artikel 8 des Verwaltungsreglements zum dann geltenden Inventarwert. Der Rücknahmepreis wird in Deutsche Mark vergütet. Die Verwaltungsgesellschaft achtet darauf, daß das Fondsvermögen ausreichend flüssige Mittel umfaßt, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilsinhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

Anleger, die ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben, werden von einer Einstellung der Inventarwertberechnung gemäß Artikel 10 des Verwaltungsreglements umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung prompt davon in Kenntnis gesetzt.

Die Depotbank ist nur soweit zur Zahlung verpflichtet, wenn keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften, oder andere von der Depotbank nicht einflußbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

**Art. 10. Einstellung der Ausgabe- und Rücknahme von Anteilen und der Berechnung des Inventarwertes.** Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Inventarwertes sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen zeitweilig einzustellen:

a) während der Zeit, in welcher eine Wertpapierbörse oder ein anderer geregelter Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des Fonds

notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Wertpapierbörse bzw. diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann, oder es für dieselbe unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren, oder die Berechnung des Inventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

**Art. 11. Aufwendungen und Kosten des Fonds.** Die nachstehend aufgeführten, im Zusammenhang mit der Verwaltung des Fonds anfallenden Aufwendungen gehen zu Lasten des Fonds:

- a) die Vergütung der Verwaltungsgesellschaft;
- b) die Vergütung der Depotbank sowie deren Bearbeitungsgebühren und verauslagte Fremdspesen;
- c) die Kosten für die Veröffentlichung der Ausgabe- und Rücknahmepreise, der Ausschüttungen sowie sonstiger für den Anteilsinhaber wichtiger Informationen;
- d) die Druckkosten für die Anteilzertifikate;
- e) die Kosten für die Einlösung der Ertragsscheine;
- f) die Kosten für den Druck, die Veröffentlichung und den Versand der Berichte und Verkaufsprospekte einschließlich des Verwaltungsreglements;
- g) die Prüfungskosten für den Fonds;
- h) die Kosten für die Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilsinhaber handeln;
- i) die Kosten einer etwaigen Börsennotierung oder -registrierung und/oder einer Vertriebszulassung im In- und Ausland;
- j) alle Steuern und Abgaben, die auf das Fondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des Fonds erhoben werden;
- k) die Auslagen und mögliche Vergütungen für die ausländischen Repräsentanten;
- l) eine einmalige Vergütung an die Verwaltungsgesellschaft für die Gründung des Fonds in Höhe von DM 5.000,-.

Ausgenommen sind Kosten für Werbung und andere Unkosten, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten bzw. dem Verkauf der Anteile anfallen.

Alle Kosten und Entgelte werden zuerst dem laufenden Einkommen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Fondsvermögen.

Die mit dem Erwerb oder der Veräußerung von Vermögenswerten verbundenen Kosten (Spesen für Transaktionen in Wertpapieren sowie sonstigen Vermögenswerten und Rechten des Fonds) werden in den Einstandspreis eingerechnet bzw. beim Verkaufserlös abgezogen.

**Art. 12. Rechnungsjahr und Revision.** Das Rechnungsjahr des Fonds endet jährlich am 30. September, erstmalig am 30. September 1996. Die Bücher der Verwaltungsgesellschaft und das Fondsvermögen werden durch eine unabhängige Wirtschaftsprüfungsgesellschaft kontrolliert, die von der Verwaltungsgesellschaft zu ernennen ist.

**Art. 13. Ausschüttungen.** Unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen kann die Verwaltungsgesellschaft jedes Jahr den überwiegenden Teil der ordentlichen Nettoerträge des Fonds ausschütten und diese sobald als möglich nach Abschluß der Jahresrechnung des Fonds auszahlen.

Als ordentliche Nettoerträge des Fonds gelten vereinnahmte Dividenden und Zinsen, abzüglich der Aufwendungen und Kosten des Fonds gemäß Artikel 11 des Verwaltungsreglements, unter Ausschluß der realisierten Kapitalgewinne und Kapitalverluste, der nicht realisierten Wertsteigerungen und Wertminderungen sowie des Erlöses aus dem Verkauf von Subskriptionsrechten und aller sonstigen Einkünfte nicht wiederkehrender Art.

Unbeschadet der vorstehenden Regelung kann die Verwaltungsgesellschaft von Zeit zu Zeit die realisierten Kapitalgewinne abzüglich realisierter Kapitalverluste und ausgewiesener Wertminderungen, sofern diese nicht durch ausgewiesene Wertsteigerungen ausgeglichen sind, ganz oder teilweise in bar ausschütten.

Eine Ausschüttung erfolgt einheitlich auf alle Anteile, die einen Tag vor Zahlung der Ausschüttungsbeträge in Umlauf waren.

Ausschüttungsbeträge, die binnen fünf Jahren ab Datum der veröffentlichten Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht werden, verfallen und gehen an den Fonds zurück.

**Art. 14. Änderungen des Verwaltungsreglements.** Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank dieses Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.

Jegliche Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht. Sie treten am Tage ihrer Veröffentlichung im Mémorial in Kraft. Die Verwaltungsgesellschaft kann weitere Veröffentlichungen analog zu Artikel 15 Absatz 1 des Verwaltungsreglements veranlassen.

**Art. 15. Veröffentlichungen.** Der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis sind am Sitz der Verwaltungsgesellschaft sowie bei allen Zahlstellen verfügbar und werden jeweils in einer Tageszeitung eines jeden Landes veröffentlicht, in dem die Anteile öffentlich vertrieben werden. Der Inventarwert kann am Sitz der Verwaltungsgesellschaft sowie bei allen Zahlstellen angefragt werden.

Nach Abschluß jedes Rechnungsjahres wird die Verwaltungsgesellschaft den Anteilsinhabern einen geprüften Jahresbericht zur Verfügung stellen, der Auskunft über das Fondsvermögen, dessen Verwaltung und die erzielten Resultate gibt. Nach Ende der ersten Hälfte jedes Rechnungsjahres stellt die Verwaltungsgesellschaft den Anteilsinhabern einen Halbjahresbericht zur Verfügung, der Auskunft über das Fondsvermögen und dessen Verwaltung während des entsprechenden Halbjahres gibt.

Der Jahresbericht und alle Zwischenberichte des Fonds sind für die Anteilsinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erhältlich.

**Art. 16. Dauer des Fonds und Auflösung.** Der Fonds wird auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch Beschluß der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden. Eine Auflösung erfolgt zwingend, falls die Verwaltungsgesellschaft aus irgendeinem Grunde aufgelöst wird oder ein sonstiger Tatbestand eintritt, der eine gesetzliche Liquidation erforderlich macht. Sie wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und mindestens drei Tageszeitungen, welche eine angemessene Auflage erreichen, veröffentlicht. Eine dieser Tageszeitungen muß in Luxemburg erscheinen.

Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Liquidation des Fonds führt, werden die Ausgabe und der Rückkauf von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter die Anteilhaber nach deren Anspruch verteilen.

Liquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluß des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen wurden, werden, soweit dann gesetzlich notwendig, in Luxemburger Franken umgewandelt und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Weder die Anteilhaber noch deren Erben bzw. Rechtsnachfolger können die vorzeitige Auflösung und Teilung des Fonds beantragen.

**Art. 17. Verjährung.** Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; ausgenommen bleibt die in Artikel 16 des Verwaltungsreglements enthaltene Regelung.

**Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragsprache.** Dieses Verwaltungsreglement unterliegt dem Recht des Großherzogtums Luxemburg.

Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg.

Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Landes zu unterwerfen, in dem Anteile öffentlich vertrieben werden, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ihren (Wohn-)Sitz haben und Angelegenheiten betreffen, die sich auf Zeichnung und Rücknahme von Anteilen durch diese Anleger beziehen.

Die deutsche Fassung dieses Verwaltungsreglements ist verbindlich.

Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und für den Fonds Übersetzungen des Verwaltungsreglements in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen Anteile öffentlich vertrieben werden.

Erstellt in Luxemburg, 29. Februar 1996.

TRINKAUS LUXEMBOURG  
INVESTMENT MANAGERS S.A.

TRINKAUS & BURKHARDT  
(INTERNATIONAL) S.A.

Unterschriften

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 29 février 1996, vol. 476, fol. 101, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08253/705/404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 1996.

## NEW GREEN-HOUSE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 32, rue Philippe II.

### STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le seize janvier.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster.

Ont comparu:

1. - La société de droit du Panama ALFIN ENTERPRISES S.A., ayant son siège social à Panama City, ici représentée par Monsieur Jean-Marie Blum, employé privé, demeurant à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration lui délivrée à Panama, en date du 26 septembre 1995;
2. - Madame Christiane Unger, vendeuse, demeurant à Kayl, ici représentée par Monsieur Jean-Marie Blum, prénommé, en vertu d'une procuration lui délivrée à Luxembourg, en date du 15 janvier 1996.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le comparant et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination de NEW GREEN-HOUSE S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration.

La durée de la société est indéterminée.

**Art. 2.** La société a pour objet l'exploitation de magasins de plantes ainsi que la vente en gros et en détail de tous accessoires y relatifs. Elle pourra effectuer toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 3.** Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,- Frs.), divisé en mille deux cent cinquante (1.250) actions de mille francs (1.000,- Frs.) chacune.

**Art. 4.** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi de 1915.

**Art. 5.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 6.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou télex.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière, ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société se trouve engagée par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la seule signature de l'administrateur-délégué.

**Art. 7.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

**Art. 8.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

**Art. 9.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier jeudi du mois de mars à 9.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 10.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

**Art. 11.** L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

**Art. 12.** Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

**Art. 13.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 1996.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 1997.

#### *Souscription et libération*

Les comparants précités ont souscrit les actions créées de la manière suivante:

1. - La société de droit du Panama ALFIN ENTERPRISES S.A., ayant son siège social à Panama City, mille deux cent quarante-neuf actions . . . . .	1.249
2. - Madame Christiane Unger, vendeuse, demeurant à Kayl, une action . . . . .	1
<b>Total: mille deux cent cinquante actions . . . . .</b>	<b>1.250</b>

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,- Frs.) est à la disposition de la société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

*Déclaration*

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de cinquante mille francs.

*Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
  - a) Monsieur Guy Hoffmann, employé privé, demeurant à L-4467 Soleuvre,
  - b) Monsieur Jean-Marie Blum, employé privé, demeurant à L-4025 Esch-sur-Alzette,
  - c) Madame Monique Hoffmann, employée privée, demeurant à L-4467 Soleuvre.
- 3) Est appelée aux fonctions de commissaire:  
La société à responsabilité limitée FIDUCIAIRE DU VAL FLEURI, ayant son siège social à L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
- 4) Le mandat des administrateurs et commissaires prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2001.
- 5) Le siège social est établi à L-2340 Luxembourg, 32, rue Philippe II.
- 6) Le conseil d'administration est autorisé à nommer un ou plusieurs de ses membres aux fonctions d'administrateur-délégué.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J.-M. Blum, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 18 janvier 1996, vol. 497, fol. 38, case 2. – Reçu 12.500 francs.

*Le Receveur (signé): G. Schlink.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 25 janvier 1996.

J. Seckler.

(03529/231/130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

**JOURNEES DE MONDORF / MONDORFER LITERATURTAGE, A.s.b.l.,  
Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.

—  
STATUTS

Entre les soussignés:

Anise Koltz,  
Jean Portante,  
Christiane Lentz,  
Corina Mersch,  
Georges Hausemer,

une association sans but lucratif a été créée, régie par les présents statuts et par la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

**Chapitre 1<sup>er</sup> :**

**Dénomination, Siège social, Objet et Durée de l'association**

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'association est dénommée JOURNEES DE MONDORF / MONDORFER LITERATURTAGE.

**Art. 2.** Le siège de l'association se trouve à Luxembourg.

**Art. 3.** L'association a pour objet d'organiser des rencontres littéraires, des soirées de lecture, des colloques, des conférences ou autres manifestations, de soigner les relations et contacts nationaux et internationaux entre gens de lettres, d'éditer des journaux, des livres ou autres publications. Elle pourra accomplir toutes opérations généralement quelconques, entreprendre toutes démarches nécessaires et prendre toutes mesures se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de son objet social.

**Art. 4.** L'association est constituée pour une durée illimitée.

**Chapitre 2 :**

**Membres, Cotisations**

**Art. 5.** L'association se compose:

- a) de membres associés actifs, dont le nombre ne pourra jamais être inférieur à trois;
- b) de membres donateurs;
- c) de membres honoraires.

Seuls les membres actifs ont le droit de vote aux assemblées générales.

**Art. 6.** Le conseil d'administration a la possibilité de faire appel à des personnes extérieures à l'association et dont la participation est jugée indispensable pour la réalisation d'une activité.

**Art. 7.** Le conseil d'administration statue souverainement sur l'admission de nouveaux membres qui lui auront présenté par écrit une demande d'admission et qui déclarent adhérer aux présents statuts. La décision est prise par vote secret à la majorité simple.

**Art. 8.** La qualité de membre donateur est conférée par le conseil d'administration aux personnes qui veulent soutenir l'association par une cotisation annuelle, sans vouloir assumer un rôle actif au sein de l'association.

**Art. 9.** La qualité de membre honoraire est conférée par le conseil d'administration à toute personne ayant mérité d'une façon exceptionnelle à l'association.

**Art. 10.** La qualité d'associé se perd:

- a) par démission écrite à envoyer par lettre recommandée au conseil d'administration;
- b) par refus de payer la cotisation annuelle;
- c) en cas de faute grave ou de fait pouvant porter atteinte au prestige, à la vitalité et à l'intérêt de l'association, par l'exclusion prononcée par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix.

**Art. 11.** Aucun membre, même démissionnaire ou exclu, n'a un droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations versées.

**Art. 12.** L'assemblée générale fixe le taux de la cotisation annuelle pour ses membres associés actifs, taux qui ne pourra être supérieur à 3.000,- francs.

**Art. 13.** L'année sociale est celle du calendrier civil. Exceptionnellement, le premier exercice commence le jour de la publication des présents statuts au Mémorial.

### **Chapitre 3 : Administration**

**Art. 14.** L'association est gérée par un conseil d'administration dénommé comité et composé de trois membres au moins et de neuf membres au plus. Il se compose:

- a) d'un président;
- b) d'un secrétaire;
- c) d'un trésorier;
- d) d'assesseurs.

Les mandats du comité se renouvellent chaque année. Les membres sortants sont rééligibles.

**Art. 15.** Le conseil d'administration distribue lui-même en son sein les fonctions.

**Art. 16.** En cas d'absence ou d'empêchement du président, sa fonction est assurée par le plus âgé des autres membres du conseil d'administration.

**Art. 17.** Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige. Ses décisions sont prises à la majorité simple des votants. Pour délibérer valablement, la majorité des membres doit être présente. En cas de partage des voix, la voix du président ou de son remplaçant est prépondérante.

**Art. 18.** Tout ce qui n'est pas réservé par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale est de la compétence du conseil d'administration. Il pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à d'autres associés.

Le conseil d'administration représente l'association judiciairement et extrajudiciairement.

L'association est valablement engagée à l'égard des tiers et pour toutes opérations financières par la signature conjointe de deux membres du conseil d'administration.

### **Chapitre 4 : Assemblée générale**

**Art. 19.** L'assemblée générale régie par la loi du 28 avril 1928 se réunit au moins une fois par an. Une convocation écrite doit parvenir à tous les membres associés actifs au moins 8 jours à l'avance.

**Art. 20.** Les attributions de l'assemblée générale sont:

- a) nommer et révoquer les membres du conseil d'administration;
- b) approuver annuellement les comptes et budgets de l'association;
- c) modifier les statuts;
- d) prononcer l'exclusion d'un membre;
- e) donner décharge au conseil d'administration après approbation du compte social;
- f) dissoudre l'association.

**Art. 21.** L'assemblée générale prend ses décisions à la majorité simple des voix, sauf pour les cas d'exclusion d'un membre actif, de modifications de statuts et de dissolution, pour lesquels cas une majorité de deux tiers des voix est exigée. Les résolutions seront portées à la connaissance de ceux des membres qui en feront la demande. Les tiers seront informés par les publications prévues par la loi de 1928 et, le cas échéant, par d'autres moyens dont décidera le conseil d'administration.

**Art. 22.** La dissolution et la liquidation de l'association se font conformément à la loi du 21 avril 1928.

**Art. 23.** En cas de dissolution de l'association, les biens lui appartenant, après acquittement des dettes, reviendront à une association ayant un but analogue, à déterminer par l'assemblée générale.

Les dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif sont applicables à tous les cas non prévus aux présents statuts.

Fait à Luxembourg, le 18 janvier 1996.



*Les membres fondateurs:*

Anise Koltz;  
 Jean Portante;  
 Christiane Lentz;  
 Corina Mersch;  
 Georges Hausemer.

L'assemblée générale constituante du 18 janvier 1996 a élu 5 membres du conseil d'administration qui se compose comme suit:

Présidente: Anise Koltz;  
 Secrétaire: Christiane Lentz;  
 Trésorier: Jean Portante;  
 Assesseurs: Corina Mersch,  
 Georges Hausemer.

*Liste des membres de l'association (au 18 janvier 1996)*

Isabelle Goffin-Koltz, 48, rue de Neuville, B-1348 Louvain-la-Neuve, de nationalité luxembourgeoise;  
 Georges Hausemer, 9, rue St. Gilles, L-4133 Esch-sur-Alzette, de nationalité luxembourgeoise;  
 Anise Koltz, 8, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise;  
 Christiane Lentz, 10, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise;  
 Corina Mersch, 7, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, de nationalité roumaine;  
 Jean Portante, 24, Dieswé, L-4080 Esch-sur-Alzette, de nationalité luxembourgeoise.  
 Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 1996, vol. 475, fol. 12, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(03533/000/126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

**PAULEIT LUXEMBURG, G.m.b.H., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.**

Gesellschaftssitz: L-5638 Bad Mondorf, 23, rue du Moulin.

## STATUTEN

Im Jahre eintausendneunhundertsechundneunzig, am siebzehnten Januar.  
 Vor dem Endesunterzeichneten Notar Frank Molitor, mit Amtssitze in Bad Mondorf.

Ist erschienen:

Herr Gerhard W. Pauleit, Berater, wohnhaft in 50769 Köln-Seeberg (Bundesrepublik Deutschland), Frosythienweg, 36.

Welcher Komparent den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer von ihm zu gründenden Einmanggesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht wie folgt zu beurkunden:

**Art. 1.** Die Gesellschaftsbezeichnung lautet PAULEIT LUXEMBURG, G.m.b.H.

**Art. 2.** Gegenstand der Gesellschaft ist die Beteiligung an anderen Unternehmen, der Erwerb von allen Arten von Wertpapieren oder Investmentanteilen durch Ankauf, Zeichnung oder sonstwie, deren Veräußerung durch Verkauf, Abtretung oder Tausch, die Überwachung und die Verwertung dieser Beteiligungen sowie die Wirtschaftsberatung und die Vermittlung. Die Gesellschaft kann in diesem Zusammenhang verzinste oder auch zinslose Darlehen aufnehmen oder gewähren.

Die Gesellschaft kann des weiteren sämtliche Geschäfte industrieller, kaufmännischer, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Natur tätigen, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck in Zusammenhang stehen oder zur Erreichung und Förderung des Hauptzweckes der Gesellschaft dienlich sein können.

**Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Bad Mondorf.

**Art. 4.** Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt fünfhunderttausend Luxemburger Franken (500.000,- LUF) und ist in fünfhundert (500) Anteile von je eintausend Luxemburger Franken (1.000,- LUF) eingeteilt.

Das Gesellschaftskapital wurde durch den einzigen Gesellschafter gezeichnet und ihm zugeteilt.

Alle Anteile wurden vollständig und in bar eingezahlt, so daß die Summe von fünfhunderttausend Luxemburger Franken (500.000,- LUF) der Gesellschaft ab jetzt zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wird.

**Art. 6.** Unter Gesellschaftern sind die Anteile frei abtretbar für den Fall, daß es zukünftig mehrere Gesellschafter geben sollte. An Drittpersonen dürfen die Anteile nur abgetreten werden, nachdem sie vorher per Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung den verbleibenden Gesellschaftern zur Übernahme angeboten wurden zum Wert, wie er sich aus der letzten Bilanz ergibt und diese dieses Angebot nicht angenommen haben innerhalb von zwei (2) Monaten nach obengenannter Inkenntnissetzung.

Im Fall einer Annahme des Angebots durch die verbleibenden Gesellschafter geschieht dies im Verhältnis zur Anzahl der schon durch sie gehaltenen Gesellschaftsanteile. Verzichtet ein Gesellschafter auf sein Vorkaufsrecht, so geht letzteres auf die anderen Gesellschafter über im Verhältnis zur Anzahl der schon durch sie gehaltenen Anteile.

Für den Fall, daß Anteile von Todes wegen an einen Nichtgesellschafter, ausgenommen den überlebenden Ehegatten oder Nachkommen, übergegangen sind, so ist letzterer verpflichtet, sie innerhalb von zwei (2) Monaten nach Ableben des vorherigen Besitzers den übrigen Gesellschaftern unter Einhaltung obengenannter Prozedur zur Übernahme anzubieten.

**Art. 7.** Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet, deren Zahl, Amtsdauer und Befugnisse durch die Generalversammlung festgesetzt werden und die zu jeder Zeit durch letztere abberufen werden können, ohne Angabe von Gründen.

**Art. 8.** Der Tod, die Entmündigung oder der Konkurs eines Gesellschafters bewirken nicht die Auflösung der Gesellschaft. Die Erben des verstorbenen Gesellschafters sind nicht berechtigt, Siegel auf die Güter und Papiere der Gesellschaft anlegen zu lassen. Zur Wahrung ihrer Rechte dürfen ausschließlich diejenigen Werte in Betracht gezogen werden, wie sie sich aus der letzten Bilanz ergeben.

**Art. 9.** Das Gesellschaftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres. Ausnahmsweise beginnt das jetzige Jahr am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 1996.

**Art. 10.** Jedes Jahr wird am 31. Dezember das Inventar aller Aktiva und Passiva der Gesellschaft aufgestellt. Der ausgewiesene Nettogewinn nach Abzug der Unkosten, Gehälter und sonstiger Abschreibungen, wird wie folgt zugewiesen:

- Fünf (5%) vom Hundert der Schaffung einer gesetzlichen Rücklage, solange diese Rücklage nicht zehn (10%) vom Hundert des Kapitals darstellt.
- Der Rest steht zur freien Verfügung der Gesellschafter.

**Art. 11.** Im Fall der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

**Art. 12.** Im Falle einer Einmanngesellschaft, werden die durch das Gesetz oder obenstehende Satzung der Generalversammlung, zustehenden Rechte durch den alleinigen Gesellschafter ausgeübt.

**Art. 13.** Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Kompargenten auf die gesetzlichen Bestimmungen des Gesetzes betreffend die Handelsgesellschaften vom 18. September 1933 beziehungsweise der diesbezüglichen Abänderungsgesetze.

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes vom 18. September 1933 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

#### *Schätzung der Gründungskosten*

Die der Gesellschaft aus Anlaß ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden von den Parteien auf fünfundzwanzigtausend Luxemburger Franken (25.000,- LUF) abgeschätzt.

#### *Generalversammlung*

Sodann nimmt der einzige Gesellschafter folgende Beschlüsse:

- 1) Die Zahl der Geschäftsführer wird festgelegt auf einen (1).
- 2) Es wird zum Geschäftsführer für eine unbestimmte Dauer ernannt: Herr Gerhard W. Pauleit, vorgeannt,
- 3) Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber verpflichtet durch die Unterschrift des Geschäftsführers.
- 4) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-5638 Bad-Mondorf, 23, rue du Moulin.

Vor Abschluß der gegenwärtigen Urkunde hat der unterzeichnete Notar die Kompargenten auf die Notwendigkeit hingewiesen, die behördlichen Genehmigungen zu erhalten zwecks Ausübung des Gesellschaftsgegenstandes.

Worüber Urkunde, errichtet in Bad Mondorf, in der Amtsstube.

Nach Vorlesung an die Kompargenten, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: G. W. Pauleit, F. Molitor.

Enregistré à Remich, le 19 janvier 1996, vol. 458, fol. 5, case 2. – Reçu 5.000 francs.

*Le Receveur (signé): P. Molling.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 23 janvier 1996.

F. Molitor.

(03530/223/93) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

### **IMMOBILIERE NORA, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: 23.000.000.000,- ITL.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.

R. C. Luxembourg B 41.182.

Société à responsabilité limitée constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 22 juillet 1992, acte publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 569 du 4 décembre 1992. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le même notaire en date du 29 décembre 1992, acte publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 162 du 15 avril 1993, en date du 28 février 1994, acte publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 322 du 3 septembre 1994.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 23 janvier 1996, vol. 475, fol. 77, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 janvier 1996.

IMMOBILIERE NORA  
Société à responsabilité limitée  
Signature

(03598/546/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

**TRANSPORTS FABER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: Soleuvre, 206, route de Differdange.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 17 janvier 1996, vol. 301, fol. 87, case 5/2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TRANSPORTS FABER, S.à r.l.

Signature

(03502/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

---

**UNICORP, UNIVERSAL LUXEMBURG CORPORATION, Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 23.131.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 7 mars 1995*

Le Conseil d'Administration prend connaissance de la démission de Monsieur Jean Pierson.

En vertu de l'article 51 de la loi sur les sociétés commerciales, est nommé administrateur:

Monsieur Yvan Juchem, Administrateur de Sociétés, demeurant à L-8832 Rombach, 1, rue Belle-Vue.

Le nouvel administrateur terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire, sous réserve légale d'approbation de la nomination par la prochaine Assemblée Générale.

Pour copie conforme

Signature

Signature

Administrateur

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 23 janvier 1996, vol. 475, fol. 77, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(03503/009/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

---

**VIMO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5969 Itzig, 47, rue de la Libération.

R. C. Luxembourg B 50.180.

L'assemblée a décidé:

- a) de dénoncer le poste du mandat d'administrateur de Madame Christiane Kayser, demeurant à Itzig.
- b) d'élire comme nouveau administrateur, Monsieur Marc Gualtieri, demeurant à Foetz.
- c) d'élire comme administrateur-délégué, Monsieur Marc Gualtieri, prédit.

Le Bureau

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 1996, vol. 475, fol. 70, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(03509/576/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

---

**VITOSEC S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 25, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 12.238.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 1996, vol. 475, fol. 45, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 1996.

FIDUCIAIRE BECKER &amp; CAHEN

Signature

(03511/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

---

**A.F.S. INVEST S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7535 Mersch.

R. C. Luxembourg B 39.937.

Les documents de clôture de l'année 1994, enregistrés à Mersch, le 5 janvier 1996, vol. 121, fol. 55b case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, janvier 1996.

Pour A.F.S. INVEST S.A.

Signature

(03535/568/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

---

**ANTENNE TECHNIQUE ET COMMERCIALE S.A., Société Anonyme,  
(anc. VELFIN S.A., Société Anonyme).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 41.595.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le neuf janvier.

Par-devant Maître Alphonse Lentz, notaire de résidence à Remich (Grand-Duchée de Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme VESFIN S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant le 14 octobre 1992, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 12 du 9 janvier 1993.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Maître Charles Duro, avocat, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Maître Philippe Morales, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Madame Malou Faber, maître en droit, demeurant à Bergem.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1. Changement de la dénomination sociale en ANTENNE TECHNIQUE ET COMMERCIALE S.A.
2. Modification afférente de l'article 1<sup>er</sup> alinéa premier des statuts.
3. Elargissement de l'objet social.
4. Modification afférente de l'article 2 des statuts.
5. Acceptation de la démission de deux administrateurs.
6. Augmentation du nombre des administrateurs de 3 à 4.
7. Nomination de trois nouveaux administrateurs.
8. Autorisation à conférer au Conseil d'Administration de nommer un administrateur-délégué.
9. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence, cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Les faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le président expose les raisons qui l'ont amené à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société et adopte la dénomination ANTENNE TECHNIQUE ET COMMERCIALE S.A.

*Deuxième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 1<sup>er</sup> alinéa premier des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1<sup>er</sup>. Alinéa 1<sup>er</sup>.** Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme sous la dénomination de ANTENNE TECHNIQUE ET COMMERCIALE S.A.»

*Troisième résolution*

L'assemblée décide d'élargir l'objet social en ajoutant le paragraphe suivant:

«La société a pour objet le négoce international d'équipements et de produits pour l'industrie électronique et informatique.»

*Quatrième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'article 2 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 2.** La société a pour objet le négoce international d'équipements et de produits pour l'industrie électronique et informatique.

En outre, la société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et

autres valeurs de toutes espèces, ainsi que l'administration, le contrôle et la mise en valeur de telles participations. La société peut participer à la création et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et leur prêter tous concours que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière. La société peut prêter ou emprunter avec ou sans intérêts et émettre des obligations.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet. Elle pourra faire toutes opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement, en son nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile à l'accomplissement de son objet.»

*Cinquième résolution*

L'assemblée accepte la démission de Maître Philippe Morales et de Madame Malou Faber de leurs fonctions d'administrateurs de la société. Décharge pleine et entière leur est accordée pour l'exercice de leur mandat.

*Sixième résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le nombre des administrateurs de 3 à 4.

*Septième résolution*

L'assemblée élit aux fonctions d'administrateurs de la société:

- Maître Eric Savoie, avocat, demeurant à D-60594 Francfort/Main, Walter-Kolb-Strasse 9-11,
  - Monsieur Claude Davaud, ingénieur d'affaires, demeurant à F-94800 Villejuif, 8, rue du Docteur Paul Laurens,
  - Monsieur Sandor Masi, ingénieur d'affaires, demeurant à F-94320 Thiais, 24, allée Anne Marie Javouhey.
- Leur mandat prendra fin lors de l'assemblée générale statutaire qui sera tenue en l'an 2001.

*Huitième résolution*

Conformément à l'article 9 des statuts, l'assemblée confère au Conseil d'Administration l'autorisation de nommer un administrateur-délégué.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: C. Duro, P. Morales, M. Faber, A. Lentz.

Enregistré à Remich, le 10 janvier 1996, vol. 458, fol. 3, case 9. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): P. Molling.*

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 12 janvier 1996.

A. Lentz.

(03507/221/108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

**ANTENNE TECHNIQUE ET COMMERCIALE S.A., Société Anonyme,  
(anc. VELFIN S.A., Société Anonyme).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 41.595.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 16 janvier 1996.

A. Lentz.

(03508/221/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

**WOELKI INTERNATIONAL S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: Luxemburg.  
H. R. Luxemburg B 44.555.

*Rücktrittserklärung*

Herr P. Schillings tritt als Verwaltungsratsmitglied der WOELKI INTERNATIONAL S.A., H.R. Luxemburg B 44.555, mit Wirkung zum 31. Dezember 1995 zurück.

Düsseldorf, den 13. Dezember 1995.

P. Schillings  
vertreten durch  
R. Langmantel

Enregistré à Luxembourg, le 23 janvier 1996, vol. 475, fol. 80, case 5. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(03513/756/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

**WEILER-BAU (LUX), G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1713 Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 39.537.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 1996, vol. 475, fol. 64, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 1996.

Signature.

(03512/619/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

**WORLD CAR, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 19, avenue du X Septembre.

## CESSION DE PARTS

Suivant cession de parts sociales, Monsieur Vincenzo Delmonte, associé unique a cédé 250 (deux cent cinquante) parts sociales de la société à responsabilité limitée WORLD CAR, S.à r.l. au prix de trois cent mille (300.000,-) LUF à Monsieur Silvano Pianaro, demeurant à Luxembourg.

Cette cession de parts sociales a été notifiée par lettre recommandée à la société conformément à l'article 1690 modifié du Code civil.

Suite à cette cession, la répartition du capital est comme suit:

Monsieur Vincenzo Delmonte: . . . . .	250 parts
Monsieur Silvano Pianaro: . . . . .	250 parts
Total: . . . . .	500 parts

Cette cession prend effet immédiatement.

Luxembourg, le 17 janvier 1996.

Pour requisition et publication

*Pour la société*

Signature

*Le mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 1996, vol. 475, fol. 73, case 9. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(03514/000/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

**XERUS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R. C. Luxembourg B 35.183.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 1996, vol. 475, fol. 59, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 1996.

Signature.

(03516/529/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

**ZAMATA HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

H. R. Luxemburg B 41.358.

*Auszug aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung  
vom 19. Januar 1996, abgehalten am Gesellschaftssitz*

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung einstimmig wie folgt beschlossen:

1. Zu neuen Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

Herr Jürgen Verheul, Rechtsanwalt, D-Trier,

Herr Dieter Feustel, Dipl.-Betriebswirt, L-Luxemburg.

2. Dem zurückgetretenen Aufsichtskommissar Lex Benoy wird Entlastung erteilt.

Zum neuen Aufsichtskommissar wird ernannt:

INTERNATIONAL FINANCIAL & MARKETING CONSULTING S.A., L-Pétange.

3. Der Gesellschaftssitz wird mit sofortiger Wirkung verlegt von 11A, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg nach 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

Luxemburg, den 19. Januar 1996.

Unterschrift

*Die Versammlung*

Enregistré à Luxembourg, le 23 janvier 1996, vol. 475, fol. 80, case 5. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(03517/756/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

**ZAMATAIMMO S.A., Aktiengesellschaft.**  
Gesellschaftssitz: L-1219 Luxemburg, 24, rue Beaumont.  
H. R. Luxemburg B 31.423.

*Auszug aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung  
vom 19. Januar 1996, abgehalten am Gesellschaftssitz*

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung einstimmig wie folgt beschlossen:

1. Zu neuen Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:  
Herr Michel Vandevijver, Banquier, B-Arlon,  
Herr Dieter Feustel, Dipl.-Betriebswirt, L-Luxemburg.
  2. Dem zurückgetretenen Aufsichtskommissar Lex Benoy wird Entlastung erteilt.  
Zum neuen Aufsichtskommissar wird ernannt:  
INTERNATIONAL FINANCIAL & MARKETING CONSULTING S.A., L-Pétange.
  3. Der Gesellschaftssitz wird mit sofortiger Wirkung verlegt von 11A, boulevard Joseph II, L-1840 Luxemburg nach 24, rue Beaumont, L-1219 Luxemburg.
- Luxemburg, den 19. Januar 1996.

Unterschrift  
Die Versammlung

Enregistré à Luxembourg, le 23 janvier 1996, vol. 475, fol. 80, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(03518/756/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 1996.

**BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT FRIEDRICH S.A., Aktiengesellschaft,**  
**(société de participations financières).**

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 22, avenue de la Liberté.

STATUTEN

Im Jahre eintausendneunhundertfünfundneunzig, am achtzehnten Dezember.

Vor Uns, Christine Doerner, Notar im Amtssitz in Bettemburg.

Sind erschienen:

- 1) Herr Johannes Friedrich, in D-54344 Kenn, Auf der Kenner Ley, 6, wohnend,
  - 2) Herr Markus Friedrich, in D-54344 Kenn, Auf der Kenner Ley, 6 wohnend,
  - 3) Frau Barbara Friedrich, in D-54344 Kenn, Auf der Kenner Ley, 6 wohnend,  
hier vertreten durch Herrn Artur Friedrich;
- aufgrund einer Vollmacht unterschrieben vor Notar Willi Decku am 15. Februar 1993.

Diese Erschienenen ersuchten den instrumentierenden Notar, wie folgt die Satzung einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft zu beurkunden, und zwar:

**Kapitel I. - Bezeichnung, Sitz, Zweck, Dauer**

**Art. 1.** Es wird eine Aktiengesellschaft (société de participations financières) gegründet unter der Bezeichnung BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT FRIEDRICH S.A.

**Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Falls durch aussergewöhnliche Ereignisse politischer oder wirtschaftlicher Art die Gesellschaft in ihrer Tätigkeit am Gesellschaftssitz, oder der reibungslose Verkehr zwischen dem Sitz der Gesellschaft und dem Ausland behindert wird oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Sitz der Gesellschaft durch einfachen Beschluss vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden.

Die vorübergehende Verlegung des Gesellschaftssitzes beeinträchtigt nicht die Nationalität der Gesellschaft; die diesbezügliche Entscheidung wird getroffen und Drittpersonen zur Kenntnis gebracht durch dasjenige Gesellschaftsgremium, welches unter den gegebenen Umständen am besten hierzu befähigt ist.

**Art. 3.** Die Gesellschaft hat eine unbestimmte Dauer.

**Art. 4.** Zweck der Gesellschaft ist der Ankauf und Verkauf sowie die wirtschaftliche Verwertung von Immobilien und alle Tätigkeiten, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängen oder denselben fördern können. Ausserdem die Beteiligung auf jede Art und Weise von luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, der Erwerb durch Ankauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie die Übertragung durch Verkauf, Wechsel oder auf andere Weise von Wertpapieren, Verbindlichkeiten, Schulforderungen, Scheinen und anderen Werten aller Art, der Besitz, die Verwaltung und Verwertung ihres Wertpapierbestandes. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung und Entwicklung jeder finanziellen, industriellen oder kommerziellen Gesellschaft beteiligen und ihnen alle Mithilfe geben, sei es durch Kredite, Garantien, oder auf andere Art an verbundene Gesellschaften. Die Gesellschaft kann auf jede Art Darlehen und Unterstützungen an verbundene Gesellschaften geben. Sie kann alle Kontrollen und Aufsichtsmaßnahmen durchführen und jede Art von finanziellen, beweglichen und unbeweglichen, kommerziellen und industriellen Operationen machen, welche sie für nötig hält zur Verwirklichung und Durchführung ihres Zweckes.

**Kapitel II. - Gesellschaftskapital, Aktien**

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt vierundsechzigtausendfünfhundert Deutsche Mark (DEM 64.500,-) eingeteilt in sechshundertfünfundvierzig (645) Aktien zu je einhundert Deutsche Mark (DEM 100,-).

Nach Wunsch der Aktionäre können Einzelaktien oder Zertifikate über zwei oder mehrere Aktien ausgestellt werden.

Die Aktien sind nur Namensaktion. Die Aktionäre räumen sich gegenseitig ein Vorverkaufsrecht ein.

Die Gesellschaft kann zum Rückkauf ihrer eigenen Aktien schreiten, unter den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen.

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann ebenfalls das Gesellschaftskapital erhöht oder herabgesetzt werden.

### **Kapitel III. - Verwaltung**

**Art. 6.** Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen nicht Aktionäre der Gesellschaft sein. Sie werden von der Generalversammlung der Aktionäre ernannt; die Dauer ihrer Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten.

Die Generalversammlung der Aktionäre kann zu jeder Zeit die Mitglieder des Verwaltungsrates abberufen.

Die Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrates, ihre Bezüge und die Dauer ihrer Amtszeit werden von der Generalversammlung festgesetzt.

**Art. 7.** Der Verwaltungsrat bestellt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden.

Die Sitzungen des Verwaltungsrates werden einberufen durch den Vorsitzenden, sooft das Interesse der Gesellschaft es verlangt. Der Verwaltungsrat muss einberufen werden, falls zwei Verwaltungsratsmitglieder es verlangen.

**Art. 8.** Der Verwaltungsrat ist mit den weitestgehenden Vollmachten versehen, um die Verwaltung und die Geschäfte der Gesellschaft durchzuführen. Grundsätzlich ist er zuständig für alle Handlungen, welche nicht durch die Satzung oder durch das Gesetz der Generalversammlung vorbehalten sind. Mit dem Einverständnis der Kommissare kann der Verwaltungsrat, unter den gesetzlichen Bestimmungen, Vorschüsse auf Dividenden zahlen.

**Art. 9.** Drittpersonen gegenüber wird die Gesellschaft durch die alleinige Unterschrift von einem bevollmächtigten Verwaltungsratsmitglied (administrateur-délégué) oder von der gemeinsamen Unterschrift von 2 Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig verpflichtet, ungeachtet der in Artikel 10 der Satzung vorgesehenen Vollmachten.

**Art. 10.** Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die Vertretung derselben in bezug auf die tägliche Geschäftsführung an ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates übertragen, welche die Bezeichnung von geschäftsführenden Verwaltern tragen (administrateur-délégué).

Der Verwaltungsrat kann weiterhin die gesamte Geschäftsverwaltung oder bestimmte Punkte und Abzweigungen davon an einen oder mehrere Direktoren übertragen, oder für bestimmte Funktionen Sondervollmachten an von ihm gewählte Prokuristen abgeben, die weder Mitglieder des Verwaltungsrates, noch Aktionäre der Gesellschaft zu sein brauchen.

**Art. 11.** In sämtlichen Rechtssachen wird die Gesellschaft, sei es als Klägerin, sei es als Beklagte, durch den Verwaltungsrat oder ein vom Verwaltungsrat dazu bestimmtes Verwaltungsratsmitglied vertreten.

### **Kapitel IV. - Aufsicht**

**Art. 12.** Die Aufsicht der Gesellschaft untersteht einem oder mehreren Kommissaren. Die Kommissare werden durch die Generalversammlung ernannt. Die Generalversammlung bestimmt des weiteren über ihre Anzahl, ihre Bezüge und über die Dauer ihres Mandates.

Die Dauer des Mandates der Kommissare darf sechs Jahre nicht überschreiten.

### **Kapitel V. - Generalversammlung**

**Art. 13.** Eine jährliche Generalversammlung findet in der Stadt Luxemburg statt, an dem in der Einberufung angegebenen Ort, am letzten Freitag des Monats Juli und zum ersten Male im Jahre 1996.

Sollte dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag sein, so wird die Versammlung auf den nächstfolgenden Arbeitstag verschoben.

### **Kapitel VI. - Geschäftsjahr, Jahresergebnis**

**Art. 14.** Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Ausnahmsweise begreift das erste Geschäftsjahr eine Laufzeit vom Tage der Gründung der Gesellschaft an gerechnet bis zum 31. Dezember 1995.

**Art. 15.** Der Reingewinn besteht aus dem Überschuss, welcher verbleibt nach Abzug der Verbindlichkeiten, Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten von der Bilanz.

Jährlich sind fünf Prozent (5,00%) des Reingewinnes dem gesetzlichen Reservefonds zuzuführen, und zwar so lange, bis der Reservefonds zehn Prozent (10,00%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Falls der Reservefonds, aus welchem Grunde es auch sei, benutzt werden sollte, so sind die jährlichen Zuführungen von fünf Prozent des Reingewinnes wieder aufzunehmen.

Über den hinausgehenden Betrag des Reingewinnes verfügt die Generalversammlung nach freiem Ermessen.

### **Kapitel VII. - Auflösung, Liquidation**

**Art. 16.** Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden.

Gelangt die Gesellschaft zur Auflösung, so erfolgt ihre Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren. Liquidatoren können sowohl physische Personen als auch Gesellschaften sein. Die Ernennung der Liquidatoren, die Festsetzung ihrer Befugnisse und ihre Bezüge werden durch die Generalversammlung vorgenommen.

### **Kapitel VIII. - Allgemeines**

**Art. 17.** Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung vorgesehen sind, wird auf die Bestimmungen des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, so wie dieses Gesetz umgeändert wurde, hingewiesen.



*Zeichnung der Aktien*

Nachdem die Satzung der Gesellschaft wie hiervor angegeben festgesetzt wurde, haben die Gründer die Aktien wie folgt gezeichnet:

- Herr Johannes Friedrich, vorgeannt: .....	215 Aktien
- Herr Marcus Friedrich, vorgeannt: .....	215 Aktien
- Frau Barbara Friedrich, vorgeannt: .....	215 Aktien
Total: .....	645 Aktien

Die hiervor gezeichneten Aktien wurden voll in bar eingezahlt, so dass der Gesellschaft ab heute die Summe von vierundsechzigtausendfünfhundert Deutsche Mark (DEM 64.500,-) zur Verfügung steht, worüber dem unterzeichneten Notar der Nachweis erbracht wurde.

*Feststellung*

Der unterzeichnete Notar stellt fest, dass alle Voraussetzungen nach Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften gegeben sind, und vermerkt ausdrücklich die Einhaltung der vorgeschriebenen Bedingungen.

Zwecks Berechnung der Fiskalgebühren wird das Gesellschaftskapital abgeschätzt auf eine Million dreihunderttausend Luxemburger Franken (LUF 1.320.000,-).

*Kosten*

Der Gesamtbetrag aller Unkosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, die der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung erwachsen oder berechnet werden, wird abgeschätzt auf dreiundsechzigtausend Luxemburger Franken (LUF 63.000,-).

*Ausserordentliche Generalversammlung*

Sodann haben die Erschienenen, welche die Gesamtheit des gezeichneten Gesellschaftskapitals darstellen, sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengefunden, zu welcher sie sich als ordentlich einberufen betrachten.

Sie stellen fest, dass die Generalversammlung rechtskräftig bestellt ist, und fassen einstimmig folgende Beschlüsse:

1. - Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird festgesetzt auf 3; diejenige der Kommissare auf einen.
2. - Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden berufen:
  - Herr Johannes Friedrich, vorgeannt,
  - Herr Markus Friedrich, vorgeannt,
  - Frau Barbara Friedrich, vorgeannt.
3. - Zum Kommissar wird berufen:
  - Herr Artur Friedrich, zu D-54344 Kenn, Auf der Kenner Ley, 6, wohnend.
4. - Das Mandat der soeben ernannten Verwaltungsratsmitglieder und Kommissaren endet mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2001.
5. - Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-1930 Luxemburg, 22, avenue de la Liberté.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg.

Und nach Vorlesung an alle Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: A. Friedrich, J. Friedrich, M. Friedrich, C. Doerner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 22 décembre 1995, vol. 819, fol. 82, case 11. – Reçu 13.200 francs.

Le Receveur (signé): M. Oehmen.

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf Befragen ausgehändigt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettemburg, den 15. Januar 1996.

C. Doerner.

(03521/209/162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

**BRANDOTEX PARTICIPATIONS S.A., Société de participations financières.**

Siège social: L-2133 Luxembourg, 17, rue N. Martha.

**STATUTS**

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le huit janvier.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

Ont comparu:

- 1) La société anonyme CROMWELL HOLDING S.A., avec siège à L-2133 Luxembourg, 17, rue Nic. Martha, représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Georges Brimeyer, employé privé, demeurant à Fentange,
- 2) Monsieur Georges Brimeyer, préqualifié, en son nom personnel.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société de participations financières (SOPARFI), qu'ils vont constituer entre eux:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société de participations financières sous la dénomination de BRANDOTEX PARTICIPATIONS S.A.

Cette société aura son siège à Luxembourg. Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du Conseil d'Administration.

Sa durée est illimitée.

**Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations financières dans toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion et la mise en valeur de son portefeuille. Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut s'intéresser par toute voie dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou de nature à favoriser le développement de son entreprise.

**Art. 3.** Le capital social est fixé à trois millions sept cent dix mille (3.710.000,-) francs, divisé en trois millions sept cent dix (3.710) actions de mille (1.000,-) francs chacune.

#### *Souscription du capital*

Le capital social a été souscrit comme suit:

1) La société anonyme CROMWELL HOLDING S.A., préqualifiée . . . . .	3.709 actions
2) Monsieur Georges Brimeyer, préqualifié . . . . .	<u>1 action</u>
Total: trois mille sept cent dix actions . . . . .	3.710 actions

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trois millions sept cent dix mille (3.710.000,-) francs, se trouve dès à présent à la disposition de la nouvelle société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Toutes les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

La société peut racheter ses propres actions avec l'autorisation de l'assemblée générale suivant les conditions fixées par la loi.

**Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Les administrateurs sont rééligibles.

**Art. 5.** Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex et télécopie, étant admis. Ses décisions sont prises à la majorité des voix.

**Art. 6.** L'assemblée générale et/ou le Conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs à un administrateur, directeur, gérant ou autre agent.

La société se trouve engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature conjointe de deux administrateurs.

**Art. 7.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder trois ans. Ils sont rééligibles.

**Art. 8.** Le Conseil d'Administration pourra procéder à des versements d'acomptes sur dividendes avec l'approbation du ou des commissaires au comptes.

**Art. 9.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre. Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 1996.

**Art. 10.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net. Tout actionnaire a le droit de prendre part aux délibérations de l'assemblée, en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

**Art. 11.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg, indiqué dans l'avis de convocation, le quinze juin de chaque année, sauf un dimanche et un jour férié, et pour la première fois en 1997.

**Art. 12.** La loi du dix août mil neuf cent quinze et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de quatre-vingt-dix mille francs.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont, à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

1. - Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2. - Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Simon Peter Elmont, consultant, demeurant à Vine Cottage, Isle of Sark, Via Guernsey, Channel Islands (administrateur-délégué),

b) Monsieur James William Grassick, consultant, demeurant à Vine Cottage, Isle of Sark, Via Guernsey, Channel Islands,

c) Monsieur Philip Mark Croshaw, consultant, demeurant à Isle of Sark.

3. - Est appelée aux fonctions de commissaire:

La société FIRI TREUHAND, G.m.b.H., avec siège à CH-6304 Zoug, Chamerstrasse, 30.

4. - Est nommé administrateur-délégué, Monsieur Philip Mark Croshaw, préqualifié, avec pouvoir d'engager la société par sa seule signature.

5. - Le siège social de la société est fixé à L-2133 Luxembourg, 17, rue Nic. Martha.

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire.

Après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Brimeyer, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 19 janvier 1996, vol. 822, fol. 16, case 3. – Reçu 37.100 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 23 janvier 1996.

G. d'Huart.

(03520/207/101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

## C.E.P.A., COMPAGNIE EUROPEENNE DE PARTICIPATIONS AUTOMOBILES S.A.,

### Société de participations financières.

Siège social: L-2133 Luxembourg, 17, rue Nic. Martha.

#### STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le douze janvier.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

Ont comparu:

- 1) La société anonyme CROMWELL HOLDING S.A., avec siège à L-2133 Luxembourg, 17, rue Nic. Martha, représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Georges Brimeyer, employé privé, demeurant à Fentange,
- 2) Monsieur Georges Brimeyer, préqualifié, en nom personnel.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société de participations financières (SOPARFI), qu'ils vont constituer entre eux:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société de participations financières sous la dénomination de C.E.P.A., COMPAGNIE EUROPEENNE DE PARTICIPATIONS AUTOMOBILES S.A.

Cette société aura son siège à Luxembourg. Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du Conseil d'Administration.

Sa durée est illimitée.

**Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations financières dans toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion et la mise en valeur de son portefeuille. Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut s'intéresser par toute voie dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou de nature à favoriser le développement de son entreprise.

**Art. 3.** Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs, divisé en mille deux cent cinquante mille (1.250) actions de mille (1.000,-) francs chacune.

#### *Souscription du capital*

Le capital social a été souscrit comme suit:

- |   |               |
|---|---------------|
| 1) La société anonyme CROMWELL HOLDING S.A., préqualifiée . . . . . | 1.249 actions |
| 2) Monsieur Georges Brimeyer, préqualifié . . . . .                 | 1 action      |
| Total: mille deux cent cinquante actions . . . . .                  | 1.250 actions |

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs se trouve dès à présent à la disposition de la nouvelle société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Toutes les actions sont au porteur, sauf dispositions contraires de la loi.

La société peut racheter ses propres actions avec l'autorisation de l'assemblée générale suivant les conditions fixées par la loi.

**Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Les administrateurs sont rééligibles.

**Art. 5.** Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex et télécopie, étant admis. Ses décisions sont prises à la majorité des voix.

**Art. 6.** L'assemblée générale et/ou le Conseil d'administration peuvent déléguer leurs pouvoirs à un administrateur, directeur, gérant ou autre agent.

La société se trouve engagée soit par la signature conjointe de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

**Art. 7.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder trois ans. Ils sont rééligibles.

**Art. 8.** Le Conseil d'Administration pourra procéder à des versements d'acomptes sur dividendes avec l'approbation du ou des commissaires au comptes.

**Art. 9.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre. Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 1996.

**Art. 10.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net. Tout actionnaire a le droit de prendre part aux délibérations de l'assemblée, en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

**Art. 11.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg, indiqué dans l'avis de convocation, le quinze juin de chaque année, sauf un dimanche et un jour férié, et pour la première fois en 1997.

**Art. 12.** La loi du dix août mil neuf cent quinze et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de quarante mille francs.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont, à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

1. - Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2. - Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Simon Peter Elmont, consultant, demeurant à Londres Harrow, Middlesex, 271 Preston Road,

b) Monsieur James William Grassick, consultant, demeurant à Londres, 34, John Street, Royaume-Uni,

c) Monsieur Marc Hubert Tripet, ingénieur, 4, avenue Calas, CH-1206 Genève.

3. - Est appelée aux fonctions de commissaire:

La société FIRI TREUHAND, G.m.b.H., avec siège à CH-6304 Zoug, Chamerstrasse, 30.

4. - Est nommé administrateur-délégué, Monsieur Hubert Tripet, ingénieur, 4, avenue Calas, CH-1206 Genève.

5. - Le siège social de la société est fixé à L-2133 Luxembourg, 17, rue Nic. Martha.

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire.

Après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Brimeyer, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 19 janvier 1996, vol. 822, fol. 17, case 1. – Reçu 12.500 francs.

*Le Receveur (signé): M. Ries.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 23 janvier 1996.

G. d'Huart.

(03522/207/101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

### **CONENGINEERING HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

#### STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le onze janvier.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

Ont comparu:

1) La société FORTUNE ENTERPRISES LTD, avec siège à Isle of Man, ici représentée par Monsieur Jean Hoffmann, conseil fiscal, demeurant Luxembourg,

en vertu d'une procuration, annexée au présent acte;

2) La société TRUMACO INTERNATIONAL INC., avec siège à Panama, ici représentée par Monsieur Jean Hoffmann, préqualifié,

en vertu d'une procuration, annexée au présent acte.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de dresser un acte rectificatif en remplacement de celui dressé en date du 12 décembre 1995 contenant certaines erreurs matérielles et en conséquence arrêté comme suit les statuts d'une société anonyme holding:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe depuis le 12 décembre 1995 une société anonyme holding sous la dénomination de CONENGINEERING HOLDING S.A..

Cette société aura son siège à Luxembourg. Sa durée est illimitée.

**Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations financières, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'alinéation par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. Elle peut également acquérir et mettre en valeur toutes marques de fabrique ainsi que tous brevets et autres droits dérivant de ces brevets ou pouvant les compléter, participer à la constitution, au développement, à la transformation et au contrôle de toutes sociétés, le tout en restant dans les limites de la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf sur les sociétés holding.

**Art. 3.** Le capital social est fixé à USD 62.400,-, divisé en six cent vingt-quatre (624) actions de USD 100,- chacune.

#### *Souscription du capital*

Le capital social a été souscrit comme suit:

1) La société FORTUNE ENTERPRISES LTD, préqualifiée . . . . .	623 actions
2) La société TRUMACO INTERNATIONAL INC., préqualifiée . . . . .	<u>1 action</u>
Total: mille deux cent cinquante actions . . . . .	624 actions

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de soixante-deux mille quatre cents (USD 62.400,-) dollars US, se trouve dès à présent à la disposition de la nouvelle société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Le capital autorisé est fixé à USD 1.000.000,-.

Le conseil d'administration est pendant la période légale autorisé à augmenter le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises, avec ou sans prime d'émission, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Toutes les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

La société peut racheter ses propres actions avec l'autorisation de l'assemblée générale suivant les conditions fixées par la loi.

**Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Les administrateurs sont rééligibles.

**Art. 5.** Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex et téléfax, étant admis. Ses décisions sont prises à la majorité des voix.

**Art. 6.** L'assemblée générale et/ou le Conseil d'administration peuvent déléguer leurs pouvoirs à un administrateur, directeur, gérant ou autre agent.

Le Conseil d'Administration peut également prendre ses décisions par voie circulaire et par écrit.

La société se trouve engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature conjointe de deux administrateurs.

**Art. 7.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder trois ans. Ils sont rééligibles.

**Art. 8.** Le Conseil d'Administration pourra procéder à des versements d'acomptes sur dividendes avec l'approbation du ou des commissaires au comptes.

**Art. 9.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre. Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 1996.

**Art. 10.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net. Tout actionnaire a le droit de prendre part aux délibérations de l'assemblée, en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

**Art. 11.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg, indiqué dans l'avis de convocation, le premier lundi du mois de juin à 10.00 heures et pour la première fois en 1997.

**Art. 12.** La loi du dix août mil neuf cent quinze et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Estimation*

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est estimé à un million huit cent cinquante-deux mille six cent cinquante-six francs (1.852.656,-).

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de cinquante mille (50.000,-) francs.

*Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont, à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

1. - Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2. - Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Jean Hoffmann, préqualifié,

b) Mademoiselle Nicole Thommes, employée privée, demeurant à B-Arlon,

c) Monsieur Marc Koeune, employé privé, demeurant à Steinsel.

3. - Est appelé aux fonctions de commissaire:

Monsieur Pascal Hubert, licencié en sciences économiques, demeurant à B-Lacuisine.

4. - Le siège social de la société est fixé à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Hoffmann, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 19 janvier 1996, vol. 822, fol. 16, case 10. – Reçu 18.408 francs.

*Le Receveur (signé): M. Ries.*

Pour expédition conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 12 décembre 1995.

*G. d'Huart.*

(03523/207/112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

**E.C. INTERNATIONAL S.A., Société de participations financières.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

## STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le dix janvier.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

Ont comparu:

1) La société E.C., Srl, avec siège à Milan (I), ici représentée par Mlle Nicole Thommes, employée privée, demeurant à B-Arlon,

en vertu d'une procuration, annexée au présent acte;

2) Monsieur Ennio Capasa, designer, demeurant à Lecce (I), ici représenté par Mademoiselle Nicole Thommes, préqualifiée,

en vertu d'une procuration, annexée au présent acte.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société de participations financières qu'ils vont constituer entre eux:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société de participations financières sous la dénomination de E.C. INTERNATIONAL S.A.

Cette société aura son siège à Luxembourg. Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

**Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations financières dans toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion et la mise en valeur de son portefeuille. Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut s'intéresser par toute voie dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou de nature à favoriser le développement de son entreprise.

**Art. 3.** Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs, divisé en mille deux cent cinquante (1.250) actions de mille (1.000,-) francs chacune.

*Souscription du capital*

Le capital social a été souscrit comme suit:

1) La société E.C. Srl, préqualifiée . . . . .	1.249
2) Monsieur Ennio Capasa, préqualifié . . . . .	1
Total: mille deux cent cinquante actions . . . . .	1.250

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs se trouve dès à présent à la disposition de la nouvelle société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Toutes les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

La société peut racheter ses propres actions avec l'autorisation de l'assemblée générale suivant les conditions fixées par la loi.

**Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaire ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans.

Les actionnaires sont rééligibles.

**Art. 5.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex et télécopie, étant admis. Ses décisions sont prises à la majorité des voix.

Le conseil d'administration peut prendre ses décisions également par voie circulaire et par écrit.

**Art. 6.** L'assemblée générale et/ou le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs à un administrateur, directeur, gérant ou autre agent.

La société se trouve engagée, soit par la signature individuelle d'un administrateur-délégué, soit par la signature conjointe de deux administrateurs.

**Art. 7.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans. Ils sont rééligibles.

**Art. 8.** Le conseil d'administration pourra procéder à des versements d'acomptes sur dividendes avec l'approbation du ou des commissaires aux comptes.

**Art. 9.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre. Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 1996.

**Art. 10.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée, représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net. Tout actionnaire a le droit de prendre part aux délibérations de l'assemblée, en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

**Art. 11.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le premier lundi du mois de juin à 11.00 heures et pour la première fois en 1997.

**Art. 12.** La loi du dix août mil neuf cent quinze et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de quarante mille francs.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaissent dûment convoqués et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont, à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à quatre et celui des commissaires à un.

2. Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Carlo Capasa, administrateur de sociétés, demeurant à I-Lecce,

b) Monsieur Ennio Capasa, préqualifié,

c) Monsieur Jean Hoffmann, conseil fiscal, demeurant à Luxembourg,

d) Mademoiselle Nicole Thommes, préqualifiée.

3. Est appelée aux fonctions de commissaire:

La société à responsabilité limitée DEBELUX AUDIT, S.à r.l., avec siège à Luxembourg.

4. Sont nommés administrateurs-délégués:

Messieurs Carlo et Ennio Capasa, préqualifiés, avec pouvoir d'engager la société chacun par sa seule signature.

5. Le siège social de la société est fixé à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête.

Après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, elle a signée avec le notaire le présent acte.

Signé: N. Thommes, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 19 janvier 1996, vol. 822, fol. 16, case 6. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pétange, le 23 janvier 1996.

Pour expédition conforme  
G. d'Huart

(03524/207/102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

#### **AGENCE IMMOBILIERE JULES JANNIZZI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4037 Esch-sur-Alzette, 21, rue Bolivar.

R. C. Luxembourg B 22.057.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 23 janvier 1996, vol. 475, fol. 81, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 janvier 1996.

Signature.

(03536/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

**LA COIFFE II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: Dalheim, 1, Om Widdem.

## STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quinze, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg.

Ont comparu:

1. - Madame Monique Hauser, maître-coiffeuse, demeurant à Erpeldange, 30, route de Mondorf, ici représentée par Madame Danielle Studer-Lahyr, maître-coiffeuse, demeurant à Roeser, agissant en vertu d'une procuration spéciale sous seing privé en date du 19 décembre 1995, laquelle procuration a été paraphée ne varietur par les parties et le notaire et restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise ensemble aux formalités de l'enregistrement;

2. - Madame Danielle Lahyr, maître-coiffeuse, épouse de Monsieur Dan Studer, demeurant à Roeser.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La société prend la dénomination de LA COIFFE II, S.à r.l.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Dalheim.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

**Art. 3.** La société a pour objet l'exploitation d'un salon de coiffure pour hommes et dames avec la vente des articles de la branche, ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 4.** La durée de la société est indéterminée.

**Art. 5.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 1996.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à cinq cent mille francs (500.000,-), représenté par cent (100) parts sociales de cinq mille francs (5.000,-) chacune.

Ces parts ont été souscrites comme suit:

- Madame Monique Bauser, prédite	50 parts
- Madame Danielle Studer-Lahyr, prédite	50 parts
Total: cent parts sociales	100 parts

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de cinq cent mille francs (500.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

**Art. 7.** Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

**Art. 8.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social.

**Art. 9.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

**Art. 10.** Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement à celles-ci; ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 11.** Le décès, l'interdiction ou la faillite de l'un des associés n'entraîneront pas la dissolution de la société. Les héritiers de l'associé prédécédé n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société. Pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

**Art. 12.** Chaque année, le 31 décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5,00%) pour la constitution du fonds de réserve légale, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde restera à la libre disposition des associés.

**Art. 13.** En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés.

**Art. 14.** Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

*Frais*

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution, s'élève approximativement à quarante mille francs (40.000,-).

*Assemblée générale*

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est à Dalheim, 1, Om Widdem.



- Est nommée gérante technique, Madame Monique Hauser, prédite.
  - Est nommée gérante administrative, Madame Danielle Studer-Lahyr, prédite.
- La société est valablement engagée par la signature conjointe des deux gérantes.

Dont acte, fait et passé à Bettembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. Lahyr, C. Doerner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 28 décembre 1995, vol. 819, fol. 86, case 5. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur (signé): Oemen.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 16 janvier 1996.

C. Doerner.

(03527/209/81) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

### **ENERGIETECHNIC S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1750 Luxemburg, 47, avenue Victor Hugo.

#### STATUTEN

Im Jahre eintausendneunhundertsechsunneunzig, am siebzehnten Januar.

Vor Uns, Notar Frank Molitor, mit Amtssitz in Bad-Mondorf (Großherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

- 1) Herr Luc Engeldinger, Dachdecker und Spenglermeister, wohnhaft in L-1467 Howald (Großherzogtum Luxemburg), 32, rue Entringer,
- 2) Herr Antonio Valente, Dachdecker, wohnhaft in L-7740 Colmar-Berg (Großherzogtum Luxemburg), 21, avenue Gordon Smith,
- 3) Herr Fernand Richartz, Privatbeamter, wohnhaft in L-1750 Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), 47, avenue Victor Hugo,
- 4) Herr Paul Blasius, Diplomingenieur, wohnhaft in L-8062 Bartringen (Großherzogtum Luxemburg), 18, am Bruch.

Vorgenannte Personen ersuchen den unterzeichneten Notar, die Satzung einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts wie folgt zu beurkunden:

**Art. 1.** Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung ENERGIETECHNIC S.A. gegründet.

**Art. 2.** Die Gesellschaft wird gegründet für eine unbestimmte Dauer von heute an gerechnet. Sie kann frühzeitig aufgelöst werden durch Entscheid der Aktionäre, entscheidend so, wie im Falle einer Statutenänderung.

**Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, ökonomischer oder sozialer Natur die normale Aktivität der Gesellschaft behindern oder bedrohen, so kann der Sitz der Gesellschaft durch einfache Entscheidung des Verwaltungsrates in eine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg oder sogar ins Ausland verlegt werden und zwar so lange bis zur Wiederherstellung normaler Verhältnisse.

**Art. 4.** Zweck der Gesellschaft ist der Einkauf, der Verkauf, der Import, der Export und die Installation von Ausrüstungen, bezüglich alternativer Energiequellen, sowie der Einkauf, der Verkauf, der Import und der Export von Produkten, die der Isolierung von Gebäuden dienen.

Sie kann jede Art von Ratschlägen geben und sämtliche Geschäfte kommerzieller, finanzieller, mobiliärer und immobiliärer Natur tätigen, die diesen Gegenstand direkt oder indirekt betreffen oder dessen Durchführung vereinfachen.

**Art. 5.** Das gezeichnete Aktienkapital beträgt zwei Millionen Luxemburger Franken (2.000.000,- LUF), eingeteilt in zweitausend (2.000) Aktien mit einem Nominalwert von je eintausend Luxemburger Franken (1.000,- LUF), welche eine jede Anrecht gibt auf eine Stimme in den Generalversammlungen.

Die Aktien, je nach Wahl des Eigentümers, sind Inhaberaktien oder lauten auf Namen.

Die Aktien können, auf Wunsch des Besitzers, aus Einzelaktien oder aus Aktienzertifikaten für zwei oder mehr Aktien bestehen.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluß der Generalversammlung, welcher wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien erwerben.

**Art. 6.** Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht und welcher aus seinen Reihen einen Vorsitzenden wählt. Sie werden ernannt für eine Dauer, die sechs Jahre nicht überschreiten darf.

**Art. 7.** Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten. Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die vorliegende Satzung der Generalversammlung vorbehalten ist.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, Vorauszahlungen auf Dividenden zu machen, im Rahmen der Bedingungen und gemäß den Bestimmungen, welche durch das Gesetz festgelegt sind.

Der Verwaltungsrat kann die ganze oder teilweise tägliche Geschäftsführung, sowie die Vertretung der Gesellschaft betreffend diese Geschäftsführung, an ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Agenten übertragen, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Die Gesellschaft wird verpflichtet sei es durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, sei es durch die Einzelunterschrift derjenigen Person, welche vom Verwaltungsrat hierzu bestellt wurde.

**Art. 8.** Die Gesellschaft wird vor Gericht als Klägerin oder als Beklagte durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch die hierzu speziell bestellte Person rechtsgültig vertreten.

**Art. 9.** Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Kommissare überwacht.

Sie werden ernannt für eine Dauer, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

**Art. 10.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember.

**Art. 11.** Die jährliche Generalversammlung tritt am Gesellschaftssitz oder an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am zweiten Freitag des Monats April jeden Jahres um 11.00 Uhr.

Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, so findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

**Art. 12.** Um der Generalversammlung beiwohnen zu können, müssen die Besitzer von Inhaberaktien fünf volle Tage vor dem festgesetzten Datum ihre Aktien hinterlegen. Jeder Aktionär hat das Recht, selbst zu wählen oder einen Bevollmächtigten zu bestellen. Letzterer muß nicht unbedingt Aktionär sein.

**Art. 13.** Die Generalversammlung hat die weitestgehenden Befugnisse, um alle Akte, welche die Gesellschaft interessieren zu tätigen oder gutzuheißen. Sie entscheidet über die Zuweisung und über die Aufteilung des Nettogewinns.

Die Generalversammlung kann beschließen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

**Art. 14.** Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf dessen spätere Änderungen.

#### *Übergangsbestimmungen*

1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 1996.

2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet im Jahre 1997 statt.

#### *Kapitalzeichnung*

Die Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

1. Herr Luc Engeldinger, vorgeannt, fünfhundert Aktien . . . . .	500
2. Herr Antonio Valente, vorgeannt, fünfhundert Aktien . . . . .	500
3. Herr Fernand Richartz, vorgeannt, fünfhundert Aktien . . . . .	500
4. Herr Paul Blasius, vorgeannt, fünfhundert Aktien . . . . .	500
Total: zweitausend Aktien . . . . .	2.000

Das gezeichnete Kapital wurde bar in voller Höhe eingezahlt. Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von zwei Millionen Luxemburger Franken (2.000.000,- LUF) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wird.

#### *Becheinigung*

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, daß die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

#### *Schätzung der Gründungskosten*

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlaß gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr fünfundfünfzigtausend Luxemburger Franken (55.000,- LUF).

Sodann haben die Erschienenen sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammen gefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefaßt:

#### *Erster Beschluß*

Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf fünf (5) festgelegt und die der Kommissare auf einen (1).

Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

- a) Herr Luc Engeldinger, vorgeannt,
- b) Herr Antonio Valente, vorgeannt,
- c) Herr Fernand Richartz, vorgeannt,
- d) Dame Josée Dondelinger, ohne Stand, wohnhaft in Bartringen,
- e) Herr Martin Maykranz, Diplomingenieur, wohnhaft in 58511 Lüdenscheid (Bundesrepublik Deutschland), 6, Hebberger Weg.

#### *Zweiter Beschluß*

Zum Kommissar wird ernannt:

Die Aktiengesellschaft FIDUCIAIRE UNIVERSALIA S.A., mit Sitz in L-1150 Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), 124, route d'Arlon.

#### *Dritter Beschluß*

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden am Tage der Generalversammlung, welche über das Geschäftsjahr 1996 befindet.

*Vierter Beschluß*

Die Anschrift der Gesellschaft lautet L-1750 Luxemburg, 47, avenue Victor Hugo.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Anschrift der Gesellschaft abzuändern innerhalb der Gemeinde in der sich der statutarische Gesellschaftssitz befindet.

*Fünfter Beschluß*

Gemäß den Bestimmungen des Artikels 60 des Gesetzes über die Gesellschaften und Artikel 7 der gegenwärtigen Satzung, ist der Verwaltungsrat ermächtigt, unter seinen Mitgliedern ein oder mehrere geschäftsführende Verwaltungsratsmitglieder welche befugt sind die Gesellschaft durch ihre alleinige Unterschrift zu verpflichten für alles was die tägliche Geschäftsführung anbelangt (administrateur-délégué) zu bezeichnen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Bad-Mondorf, in der Amtsstube.

Nach Vorlesung und Erklärung an die Erschienenen, haben dieselben, Uns, Notar, nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: L. Engeldinger, A. Valente, F. Richartz, P. Blasius, F. Molitor.

Enregistré à Remich, le 19 janvier 1996, vol. 458, fol. 5, case 3. – Reçu 20.000 francs.

*Le Receveur (signé): P. Molling.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 23 janvier 1996.

F. Molitor.

(03526/223/140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

**LUTRA S.A., Aktiengesellschaft (société de participations financières).**

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxemburg, 8, boulevard Joseph II.

—  
STATUTEN

Im Jahre eintausendneuhundertfünfundneunzig, am einundzwanzigsten Dezember.

Vor Uns, Christine Doerner, Notar mit Amtssitz in Bettemburg.

Sind erschienen:

1. - Die Gesellschaft PAN EUROPEAN VENTURES S.A., mit Sitz zu Luxemburg, hier vertreten durch Frau Anja Paulissen, Privatangestellte, in Howald wohnend, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, datiert vom 20. Dezember 1995;
2. - Die Gesellschaft ING TRUST (LUXEMBOURG) S.A., mit Sitz in Luxemburg, hier vertreten durch Frau Anja Paulissen, vorgeannt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, datiert vom 20. Dezember 1995; welche beiden Vollmachten nach gehöriger ne varietur- Paraphierung gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben verbleiben um mit derselben formalisiert zu werden.

Diese Erschienenen ersuchten den instrumentierenden Notar, wie folgt die Satzung einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft zu beurkunden, und zwar:

**Kapitel I. - Bezeichnung, Sitz, Zweck, Dauer**

**Art. 1.** Es wird eine Aktiengesellschaft (société de participations financières) gegründet unter der Bezeichnung LUTRA S.A.

**Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Falls durch aussergewöhnliche Ereignisse politischer oder wirtschaftlicher Art die Gesellschaft in ihrer Tätigkeit am Gesellschaftssitz, oder der reibungslose Verkehr zwischen dem Sitz der Gesellschaft und dem Ausland behindert wird oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Sitz der Gesellschaft durch einfachen Beschluss vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden.

Die vorübergehende Verlegung des Gesellschaftssitzes beeinträchtigt nicht die Nationalität der Gesellschaft; die diesbezügliche Entscheidung wird getroffen und Drittpersonen zur Kenntnis gebracht durch dasjenige Gesellschaftsgremium, welches unter den gegebenen Umständen am besten hierzu befähigt ist.

**Art. 3.** Die Gesellschaft hat eine unbestimmte Dauer.

**Art. 4.** Zweck der Gesellschaft ist die Beteiligung auf jede Art und Weise von luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, der Erwerb durch Ankauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie die Übertragung durch Verkauf, Wechsel oder auf andere Weise von Wertpapieren, Verbindlichkeiten, Schuldforderungen, Scheinen und anderen Werten aller Art, der Besitz, die Verwaltung und Verwertung ihres Wertpapierbestandes. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung und Entwicklung jeder finanziellen, industriellen oder kommerziellen Gesellschaft beteiligen und ihnen alle Mithilfe geben, sei es durch Kredite, Garantien, oder auf andere Art an verbundene Gesellschaften. Die Gesellschaft kann auf jeder Art Darlehen und Unterstützungen geben an Verbundene Gesellschaften. Sie kann alle Kontrollen und Aufsichtsmaßnahmen durchführen und jede Art von finanziellen, beweglichen und unbeweglichen, kommerziellen und industriellen Operationen machen, welche sie für nötig hält zur Verwirklichung und Durchführung ihres Zweckes.

**Kapitel II - Gesellschaftskapital, Aktien**

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (LUF 1.250.000,-) eingeteilt in eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Aktien zu je eintausend Franken (1.000,-).

Nach Wunsch der Aktionäre können Einzelaktien oder Zertifikate über zwei oder mehrere Aktien ausgestellt werden.

Die Aktien sind Namens- oder Inhaberaktien nach Wahl der Aktionäre.  
Die Gesellschaft kann zum Rückkauf ihrer eigenen Aktien schreiten, unter den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen.

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann ebenfalls das Gesellschaftskapital erhöht oder herabgesetzt werden.

### **Kapitel III. - Verwaltung**

**Art. 6.** Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen nicht Aktionär der Gesellschaft sein. Sie werden ernannt von der Generalversammlung der Aktionäre; die Dauer ihrer Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten.

Die Generalversammlung der Aktionäre kann zu jeder Zeit die Mitglieder des Verwaltungsrates abberufen.

Die Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrates, ihre Bezüge und die Dauer ihrer Amtszeit werden von der Generalversammlung festgesetzt.

**Art. 7.** Der Verwaltungsrat bestellt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden.

Die Sitzungen des Verwaltungsrates werden einberufen durch den Vorsitzenden, sooft das Interesse der Gesellschaft es verlangt. Der Verwaltungsrat muss einberufen werden, falls zwei Verwaltungsratsmitglieder es verlangen.

**Art. 8.** Der Verwaltungsrat ist mit den weitestgehenden Vollmachten versehen, um die Verwaltung und die Geschäfte der Gesellschaft durchzuführen. Grundsätzlich ist er zuständig für alle Handlungen, welche nicht durch die Satzung oder durch das Gesetz der Generalversammlung vorbehalten sind. Mit dem Einverständnis der Kommissare kann der Verwaltungsrat, unter den gesetzlichen Bestimmungen, Vorschüsse auf Dividenden zahlen.

**Art. 9.** Drittpersonen gegenüber wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, oder durch die Einzelunterschrift eines bevollmächtigten Verwaltungsratsmitgliedes verpflichtet, ungeachtet der in Artikel 10 der Satzung vorgesehenen Vollmachten.

**Art. 10.** Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die Vertretung derselben in bezug auf die tägliche Geschäftsführung an ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates übertragen, welche die Bezeichnung von geschäftsführenden Verwaltern tragen.

Der Verwaltungsrat kann weiterhin die gesamte Geschäftsverwaltung oder bestimmte Punkte und Abzweigungen davon an einen oder mehreren Direktoren übertragen, oder für bestimmte Funktionen Sondervollmachten an von ihm gewählte Prokuristen abgeben, die weder Mitglieder des Verwaltungsrates, noch Aktionäre der Gesellschaft zu sein brauchen.

**Art. 11.** In sämtlichen Rechtssachen wird die Gesellschaft, sei es als Klägerin, sei es als Beklagte, durch den Verwaltungsrat oder ein vom Verwaltungsrat dazu bestimmtes Verwaltungsratsmitglied vertreten.

### **Kapitel IV. - Aufsicht**

**Art. 12.** Die Aufsicht der Gesellschaft untersteht einem oder mehreren Kommissaren. Die Kommissare werden durch die Generalversammlung ernannt. Die Generalversammlung bestimmt des weiteren über ihre Anzahl, ihre Bezüge und über die Dauer ihres Mandates.

Die Dauer des Mandates der Kommissare darf sechs Jahre nicht überschreiten.

### **Kapitel V. - Generalversammlung**

**Art. 13.** Eine jährliche Generalversammlung findet in der Stadt Luxemburg statt, an dem in der Einberufung angegebenen Ort, am 15. September eines jeden Jahres um 15.00 Uhr und zum ersten Male im Jahre 1996.

Sollte dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag sein, so wird die Versammlung auf den nächstfolgenden Arbeitstag verschoben.

### **Kapitel VI. - Geschäftsjahr, Jahresergebnis**

**Art. 14.** Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Ausnahmsweise begreift das erste Geschäftsjahr eine Laufzeit vom Tage der Gründung der Gesellschaft an bis zum 31. Dezember 1995 gerechnet.

**Art. 15.** Der Reingewinn besteht aus dem Überschuss, welcher verbleibt nach Abzug der Verbindlichkeiten, Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten von der Bilanz.

Jährlich sind fünf Prozent (5,00%) des Reingewinnes dem gesetzlichen Reservefonds zuzuführen, und zwar so lange, bis der Reservefonds zehn Prozent (10,00%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Falls der Reservefonds, aus welchem Grunde es auch sei, benutzt werden sollte, so sind die jährlichen Zuführungen von fünf Prozent des Reingewinnes wieder aufzunehmen.

Über den hinausgehenden Betrag des Reingewinnes verfügt die Generalversammlung nach freiem Ermessen.

### **Kapitel VII. - Auflösung, Liquidation**

**Art. 16.** Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden.

Gelangt die Gesellschaft zur Auflösung, so erfolgt ihre Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren. Liquidatoren können sowohl physische Personen als auch Gesellschaften sein. Die Ernennung der Liquidatoren, die Festsetzung ihrer Befugnisse und ihre Bezüge werden durch die Generalversammlung vorgenommen.

### **Kapitel VIII. - Allgemeines**

**Art. 17.** Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung vorgesehen sind, wird auf die Bestimmungen des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, so wie dieses Gesetz umgeändert wurde, hingewiesen.

*Zeichnung der Aktien*

Nachdem die Satzung der Gesellschaft wie hiervor angegeben festgesetzt wurde, haben die Gründer die Aktien wie folgt gezeichnet:

Die Aktiengesellschaft PAN EUROPEAN VENTURES S.A., vorgenannt	1.249 Aktien
Die Aktiengesellschaft ING TRUST (LUXEMBOURG) S.A., vorgenannt	1 Aktie
Total:	1.250 Aktien

Die hiervor gezeichneten Aktien wurden voll in bar eingezahlt, so dass der Gesellschaft ab heute die Summe von einer Million zweihundertfünfzigtausend Franken (1.250.000,-) zur Verfügung steht, worüber dem unterzeichneten Notar der Nachweis gebracht wurde.

*Feststellung*

Der unterzeichnete Notar stellt fest, dass alle Voraussetzungen nach Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften gegeben sind, und vermerkt ausdrücklich die Einhaltung der vorgeschriebenen Bedingungen.

*Kosten*

Der Gesamtbetrag aller Unkosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, die der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung erwachsen oder berechnet werden, wird abgeschätzt auf sechzigtausend Franken (60.000,-).

*Ausserordentliche Generalversammlung*

Sodann haben die Erschienenen, welche die Gesamtheit des gezeichneten Gesellschaftskapitals darstellen, sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengefunden, zu welcher sie sich als ordentlich einberufen betrachten.

Sie stellen fest, dass die Generalversammlung rechtskräftig bestellt ist, und fassen einstimmig folgende Beschlüsse:

1. - Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird festgesetzt auf 3; diejenige der Kommissare auf einen.
2. - Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden berufen:
  - Herr Herman J.J. Moors, administrateur de sociétés, in Bertrange wohnend,
  - Frau Anja Paulissen, Privatangestellte, in Howald wohnend,
  - Die Gesellschaft PAN EUROPEAN VENTURES S.A., mit Sitz in Luxemburg.
3. Zum Kommissaren wird berufen:
  - Die Gesellschaft ING TRUST (LUXEMBOURG) S.A., mit Sitz in Luxemburg.
4. Der Gesellschaftssitz befindet sich L-1840 Luxemburg, 8, boulevard Joseph II.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an alle Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: A. Paulissen, C. Doerner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 28 décembre 1995, vol. 819, fol. 85, case 8. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): Oemen.

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf Befragen ausgehändigt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettemburg, den 16. Januar 1996.

C. Doerner.

(03528/209/156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

**ASTROBAL CONSEIL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 103, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 24.965.

*Extrait des délibérations du conseil d'administration du 30 juin 1995*

Monsieur Peter de Proft a été coopté administrateur et élu président du conseil d'administration, en remplacement de Monsieur Patrice Durant de Saint André, démissionnaire.

Monsieur Claude Roelandt a également été coopté administrateur.

*Composition du conseil d'administration*

- MM. Peter de Proft, président;  
 Juan de Callataÿ;  
 Marcel Cailliez;  
 Rik Claeys;  
 Claude Roelandt;  
 Robert Schmit;  
 Benoît Timmermans;  
 Philippe Verschaeve.

Réquisition aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations et d'inscription au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 1996, vol. 475, fol. 84, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(03543/007/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

**HYPO DM-PRO CASH 97.****SONDERREGLEMENT**

Für den Fonds HYPO DM-PRO CASH 97 (der «Fonds») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Verwaltungsreglement (Artikel 1 - 19) die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements:

**Art. 1. Anlagepolitik des Fonds.** Das Hauptziel der Anlagepolitik besteht in der Erwirtschaftung einer attraktiven Rendite.

Zu diesem Zweck ist beabsichtigt, das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikostreuung vorwiegend in fest- und variabelverzinslichen Wertpapieren (einschließlich Zero-Bonds) sowie Wandel- und Optionsanleihen und - im Rahmen der im Verwaltungsreglement festgesetzten Anlagebeschränkungen - in Geldmarktpapieren anzulegen.

Für den Fonds dürfen daneben bis zu 49% des Netto-Fondsvermögens in flüssigen Mitteln gehalten oder als Festgelder angelegt werden. Im Interesse der Anteilshaber ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, in besonderen Ausnahmefällen vorübergehend auch über diese Grenze hinaus flüssige Mittel zu halten.

Die Anlage erfolgt in Vermögenswerten, die auf die Währung der OECD-Mitgliedstaaten, den ECU oder sonstige Fremdwährungen lauten.

Die Verwaltungsgesellschaft ist jedoch ermächtigt, das Fondsvermögen während der gesamten Laufzeit des Fonds in Vermögenswerte zu investieren, die auf eine einzige der oben erwähnten Währungen lauten.

Um das Währungsrisiko zu mindern, werden alle Vermögenswerte, die nicht auf die Deutsche Mark (DEM) lauten, gegen die DEM abgesichert.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen, dürfen für den Fonds Techniken und Instrumente, die Wertpapiere zum Gegenstand haben oder die zur Deckung von Währungs- und Zinsrisiken dienen (siehe Verwaltungsreglement, Punkt 5.5. Besondere Anlagetechniken und -instrumente), eingesetzt werden. Dazu gehören auch Zinssicherungsvereinbarungen (forward rate agreements), die mit Finanzinstituten erstklassiger Bonität, die sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert haben, getätigt werden.

Die Verwaltungsgesellschaft wird für den Fonds keine Aktien erwerben, es sei denn, kurzfristig bei Ausübung von Rechten aus Wandel- und Optionsanleihen.

**Art. 2. Fondswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis, Inventarwertberechnung.**

1. Die Fondswährung, in welcher für den Fonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist die Deutsche Mark (DEM).

2. Ausgabepreis ist der Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 6 in Verbindung mit Artikel 9 des Verwaltungsreglements des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich einer Verkaufsprovision von bis zu 1,0% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 11 des Verwaltungsreglements.

4. Ergänzend bzw. abweichend zu der Regelung in Artikel 9 des Verwaltungsreglements und unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilshaber und Anteilserwerber können sämtliche Vermögenswerte des Fondsvermögens, insbesondere aber auch börsennotierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente mit kurzer und mittlerer (Rest-) Laufzeit während der Ausgabeperiode gemäß nachfolgend Absatz 6 zu ihrem Briefkurs bewertet werden, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln feststellt. Nach Ablauf der Ausgabeperiode gemäß nachfolgend Absatz 6 können sämtliche Vermögenswerte, insbesondere aber auch börsennotierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilshaber zu ihrem Geldkurs bewertet werden, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln feststellt.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Ausgabe von Anteilen vorübergehend oder vollständig einstellen, insbesondere falls wesentliche Änderungen auf den Kapitalmärkten oder andere unvorhersehbare Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder steuerlicher Art dies gebieten oder wenn ihr die Anlage von weiteren Mittelzuflüssen im Hinblick auf die jeweilige Lage an den Kapitalmärkten nicht angebracht erscheint und das Anlageziel gefährden könnten. Die Artikel 7 und 10 des Verwaltungsreglements bleiben unberührt.

6. Spätestens ab dem 15. Mai 1996 wird die Verwaltungsgesellschaft die Ausgabe neuer Anteile endgültig einstellen, die Anteile können letztmalig am 15. Mai 1996 erworben werden.

7. Ergänzend zu der in Art. 9 d) des Verwaltungsreglements enthaltenen Regelung können Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 60 Tagen mit dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden, vorausgesetzt, ein entsprechender Vertrag zwischen der Depotbank und der Verwaltungsgesellschaft sieht vor, daß diese Festgelder zu jeder Zeit kündbar sind und ihr Nettorealisierungswert dem Bewertungswert entspricht.

**Art. 3. Entgelt der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank.** Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Fondsvermögen ein Entgelt von bis zu 0,50% p.a. zu erhalten, das täglich auf das Netto-Fondsvermögen des vorangegangenen Bewertungstages zu berechnen und vierteljährlich nachträglich auszuführen ist.

Die Depotbank erhält von der Verwaltungsgesellschaft ein Entgelt für die Verwahrung des Fondsvermögens in Höhe von bis zu 0,2% p.a., das täglich auf das Netto-Fondsvermögen des vorangegangenen Bewertungstages zu berechnen und vierteljährlich nachträglich auszuführen ist.

**Art. 4. Ausschüttungspolitik.** Die Netto-Erträge des Fonds aus Dividenden, Zinsen und Kapitalgewinnen sowie Erlöse aus dem Verkauf von Subskriptionsrechten und sonstige Erträge nicht wiederkehrender Art werden kapitalisiert und im Fonds wiederangelegt. Eine Ausschüttung ist grundsätzlich nicht vorgesehen.

**Art. 5. Rechnungsjahr.** Das erste und einzige vollständige Rechnungsjahr des Fonds endet zum 31. August 1997.

**Art. 6. Dauer des Fonds.** 1. Die Dauer des Fonds ist auf den 31. August 1997 befristet.

2. Abweichend von Artikel 17 des Verwaltungsreglements ist die Auflösung des Fonds während der Dauer des Fonds ausgeschlossen. Zwingende gesetzliche Auflösungsgründe bleiben hiervon unberührt.

3. Die Verwaltungsgesellschaft wird ab dem 31. Mai 1997 damit beginnen, die Vermögensgegenstände des Fonds zu veräußern und die Verbindlichkeiten des Fonds zu tilgen. Nach Ende der Laufzeit des Fonds wird die Depotbank den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der, von der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank im Einvernehmen mit der zuständigen Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter die Anteilsinhaber des Fonds im Verhältnis der jeweiligen Anteile verteilen. Liquidationserlöse, die zum Anschluß des Liquidationsverfahrens nicht eingefordert worden sind, werden, soweit dann gesetzlich notwendig, in luxemburgische Franken umgerechnet und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilsinhaber nach Abschluß des Liquidationsverfahrens bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden. Die Liquidationskosten werden in die tägliche Berechnung des Anteilwertes eingehen.

4. Fondsanteile können letztmals zum 31. August 1997 über die Depotbank, die Verwaltungsgesellschaft oder die Zahlstellen zurückgegeben werden. Danach können die Anteilsinhaber bei der Depotbank gegen Rückgabe der Anteilsertifikate die Auszahlung des anteiligen Erlöses aus der Abwicklung des Fondsvermögens verlangen.

**Art. 7. Inkrafttreten.** Das Verwaltungsreglement wurde im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations («Mémorial»), dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, am 25. Juli 1991, letztmals am 16. Oktober 1995 veröffentlicht.

Das Sonderreglement tritt am Tag der Unterzeichnung in Kraft.

Dreifach ausgefertigt in Luxemburg am 1. März 1996.

HYPO CAPITAL MANAGEMENT  
INVESTMENTGESELLSCHAFT LUXEMBOURG S.A.  
*Die Verwaltungsgesellschaft*  
Unterschriften

HYPOBANK INTERNATIONAL S.A.  
*Die Depotbank*  
Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 20 mars 1996, vol. 477, fol. 69, case 4. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(10581/250/94) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 1996.

#### **ALLIANCE AMERICAN FUND, Fonds Commun de Placement.**

Upon decision of ALLIANCE CAPITAL (LUXEMBOURG) S.A., the Management Regulations of ALLIANCE AMERICAN FUND shall be amended, with effect from 1st April 1996, by replacing references to STATE STREET BANK (LUXEMBOURG) S.A. under articles 1 («The Fund») and 3 («The Custodian») by references to BROWN BROTHERS HARRIMAN (LUXEMBOURG) S.A.

Luxembourg, 20th March 1996.

STATE STREET BANK (LUXEMBOURG) S.A.  
*as former Custodian*  
Signature

BROWN BROTHERS HARRIMAN (LUXEMBOURG) S.A.  
*as successor Custodian*  
Signature

ALLIANCE CAPITAL (LUXEMBOURG) S.A.  
*as Management Company*  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 20 mars 1996, vol. 477, fol. 69, case 8. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(10516/260/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 1996.

#### **ALLIANCE GLOBAL LEISURE FUND, Fonds Commun de Placement.**

Upon decision of ALLIANCE CAPITAL (LUXEMBOURG) S.A., the Management Regulations of ALLIANCE GLOBAL LEISURE FUND shall be amended, with effect from 1st April 1996, by replacing references to STATE STREET BANK (LUXEMBOURG) S.A. under articles 1 («The Fund») and 3 («The Custodian») by references to BROWN BROTHERS HARRIMAN (LUXEMBOURG) S.A.

Luxembourg, 20th March 1996.

STATE STREET BANK (LUXEMBOURG) S.A.  
*as former Custodian*  
Signature

BROWN BROTHERS HARRIMAN (LUXEMBOURG) S.A.  
*as successor Custodian*  
Signature

ALLIANCE CAPITAL (LUXEMBOURG) S.A.  
*as Management Company*  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 20 mars 1996, vol. 477, fol. 69, case 8. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(10517/260/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 1996.

**A.B.M. INVEST S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Mersch.  
R. C. Luxembourg 37.156.

Les documents de clôture de l'année 1994, enregistrés à Mersch, le 5 janvier 1996, vol. 121, fol. 55b case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, janvier 1996.

Pour A.B.M. INVEST S.A.  
Signature

(03534/568/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1996.

**LOMBARD ODIER INVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 25.301.

## NOTICE

Dear Shareholder,

We hereby inform you that the shareholders of LOMBARD ODIER INVEST - GLOBAL EMERGING MARKETS FUND (the «Fund») have in a class meeting held on 19th March 1996 decided to liquidate the Fund with effect from 26th March 1996.

If you have not redeemed your shares before such date, they will be automatically redeemed on 26th March 1996 at the net asset value per share determined on such date but without redemption charge or notional dealing costs.

If you wish to receive liquidation proceeds by wire transfer you should contact the registered office with the relevant information on the bank account to which the proceeds shall be transferred. Otherwise liquidation proceeds will be sent to you within 14 days following the liquidation by cheque to the shareholders' addresses in the share register. Cheques will be sent at the shareholders' risk and cost.

Any cheques returned and not claimed within 6 months following the liquidation will be deposited at the Caisse des Consignations in Luxembourg where they will be held for the benefit of the owner thereof for a period of 30 years after which they will be forfeited.

(01116/805/17)

The Board of Directors.

**FUTUR 2000, Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 39.343.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

## l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mardi 23 avril 1996 à 11.00 heures au siège social, avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration;
- Rapport du commissaire aux comptes;
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995 et affectation des résultats;
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (01008/009/18)

Le Conseil d'Administration.

**EUROCLEG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 35.453.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

## l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 11 avril 1996 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilan et compte de pertes et profits au 31 décembre 1995, affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1995.
4. Nominations Statutaires.
5. Divers.

I (00951/005/16)

Le Conseil d'Administration.



**BRASSERIES REUNIES DE LUXEMBOURG MOUSEL ET CLAUSEN, Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.

Les porteurs de parts sociales de la société sont invités à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social à Luxembourg, le mercredi 17 avril 1996 à 17.00 heures.

*Ordre du jour:*

1. Communication des rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprise sur l'exercice 1995;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995;
3. Décharge à donner aux administrateurs;
4. Nominations statutaires;
5. Nomination d'un réviseur d'entreprise pour la vérification des comptes sociaux de l'exercice 1996;
6. Divers.

Les porteurs de parts sociales qui désirent assister à l'assemblée générale ou s'y faire représenter, sont tenus de se conformer à l'article 28 des statuts, en déposant leurs titres cinq jours avant l'assemblée, soit au siège social, soit dans une banque de la place, contre récépissé valant carte d'entrée.

Les procurations devront être adressées au conseil d'administration cinq jours avant l'assemblée générale.

I (00709/000/20)

*Le Conseil d'Administration.***SOPARSEC S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 34.585.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le jeudi 18 avril 1996 à 11.00 heures au siège social, avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'assemblée au siège social.

I (00990/009/18)

*Le Conseil d'Administration.***MERCURY OFFSHORE STERLING TRUST, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2636 Luxembourg, 14, rue Léon Thyès.

R. C. Luxembourg B 24.810.

The Extraordinary General Meeting of Shareholders of MERCURY OFFSHORE STERLING TRUST («the Company») held on 15th February 1996 not having reached the quorum of presence required by law and the Articles of Association and the Extraordinary General Meeting of Shareholders held on 20th March 1996 having been adjourned, a further

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

will be held at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg at 11.00 a.m. on 25th April 1996.

The Extraordinary General Meeting of the Fund will consider and vote upon a proposal to amend the Articles of Association. Such amendments will include in particular provisions:

1. To amend the Articles of Association to permit the change of the Company's registered office to Senningerberg.
2. To amend Article 28 (7) of the Articles of Association to replace the name S.G. WARBURG GROUP plc with MERCURY ASSET MANAGEMENT GROUP PLC.

*Voting*

The resolutions on the agenda of the Extraordinary General Meeting may be passed by a majority of 75 per cent. of the votes cast thereon at the Meeting. There will be no quorum requirement for the Meeting.

*Voting Arrangements*

In order to vote at the Meeting:

- the holders of Registered Shares may be present or represented by a duly appointed proxy;
- the holders of Bearer Shares must deposit their shares not later than 19th April 1996 either with the Administrator of the Company, or with any bank or financial institution acceptable to the Company, and the relative Deposit Receipts (which may be obtained from the Administrator of the Company) must be forwarded to the Administrator of the Company to arrive not later than 23rd April 1996. The Shares so deposited will remain blocked until the day after the meetings or any adjournment thereof.

- Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to the Administrator of the Fund to arrive not later than 23rd April 1996. Proxy forms can be obtained from the Administrator. Proxy forms already received for the Meetings held on 15th February 1996 and 20th March 1996 will be used to vote at the Meeting convened for 26th April 1996.

*Information for Shareholders*

Shareholders are advised that a draft, subject to amendment, of the proposed new Articles is available for inspection at the following places and at the Meeting:

*Administrator*

MERCURY ASSET MANAGEMENT S.A.  
6D, route de Trèves  
L-2633 Senningerberg  
Luxembourg.

*Paying Agent*

Luxembourg: BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.  
69, route d'Esch  
L-1470 Luxembourg.  
United Kingdom: S.G. WARBURG & CO. Ltd  
2 Finsbury Avenue  
London EC2M 2PP.

26th March 1996.

I (01050/000/50)

*The Board of Directors.*

**SORANO, Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 42.109.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 6 mai 1996 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

«Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.»

L'assemblée générale ordinaire du 19 mars 1996 n'a pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum requis par la loi n'étant pas atteint.

L'assemblée générale extraordinaire du 6 mai 1996 délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représenté.

I (01000/534/16)

*Le Conseil d'Administration.*

**DOLPHIN INTERNATIONAL INVESTMENTS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: Luxembourg.

Notice is hereby given that the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of shareholders of DOLPHIN INTERNATIONAL INVESTMENTS will be held at HENDERSON INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A., European Bank & Business Centre, 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, on Thursday 11 April 1996 at 3.00 p.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Approval of the Reports of the Board of Directors and of the Statutory Auditor.
2. Approval of the Statement of Net Assets and Statement of Operations for the year ended 31 December 1995.
3. Distribution of a dividend.
4. Discharge of the Directors and the Statutory Auditor.
5. Election of the Directors.
6. Election of the Auditor.
7. Any other business.

Resolutions of the shareholders will be passed by a simple majority of those present and voting, and each share is entitled to one vote.

If you are unable to attend the meeting in person, a proxy form giving authorisation to another named individual, can be obtained from the registered office.

I (01114/000/23)

*For and on behalf of the Board of Directors.*

**COMAFI S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 4.731.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme COMAFI S.A. sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *mardi 9 avril 1996* à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour assister à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au porteur cinq jours francs au moins avant la date fixée pour l'Assemblée au siège social, 9B, boulevard du Prince Henri à Luxembourg.

I (00467/000/19)

*Le Conseil d'Administration.*

**PAPYRUS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Bertrange, 211, rue des Romains.  
R. C. Luxembourg B 4.759.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social, le *mardi 9 avril 1996* à 15.00 heures, pour délibérer sur

*l'Ordre du jour:*

1. Rapport du conseil d'administration et du commissaire;
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits de l'exercice 1995;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire;
4. Mise à jour des pouvoirs bancaires;
5. Divers.

I (00431/000/16)

*Le Conseil d'Administration.*

**VIGILANTIA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1626 Luxembourg, 2, rue des Girondins.  
R. C. Luxembourg B 27.497.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *mercredi 12 avril 1996* à 11.00 heures au siège social.

*Ordre du jour:*

1. Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1995. Affectation du résultat.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Transfert du siège social.
6. Divers.

I (00888/595/16)

*Le Conseil d'Administration.*

**THE EMERGING MARKETS STRATEGIC FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 28.252.

Notice is hereby given to the shareholders that the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of shareholders of THE EMERGING MARKETS STRATEGIC FUND will be held at the head office of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, Société Anonyme, 69, route d'Esch, Luxembourg, on *April 4, 1996* at 11.00 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor;

2. Approval of the Statement of Assets and Liabilities and of the Statement of Operations for the year ended as at December 31, 1995; Appropriation of the results;
3. Discharge to the Directors;
4. Receipt of and action on appointment of the Directors and of the Auditor;
5. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and the decisions will be taken on simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

In order to attend the meeting the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting with BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, Luxembourg.

I (00997/584/23)

*The Board of Directors.*

**PARSECTOR S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 35.661.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le jeudi 4 avril 1996 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
- Rapport du commissaire aux comptes.
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995 et affectation des résultats.
- Quitus à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (00809/009/18)

*Le Conseil d'Administration.*

**ANTIGONE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 39.102.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le vendredi 5 avril 1996 à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
- Rapport du commissaire aux comptes.
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995 et affectation des résultats.
- Quitus à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (00810/009/18)

*Le Conseil d'Administration.*

**BENODEC S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 21.979.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra devant notaire à l'adresse du siège social, le 5 avril 1996 à 10.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Réduction du capital social de son montant actuel de USD 300.000,- (trois cent mille dollars US) à USD 0,- (zéro dollar US) par remboursement aux actionnaires d'un montant de USD 300.000,- (trois cent mille dollars US);
2. Augmentation du capital social pour le porter de son montant actuel de USD 0,- (zéro dollar US) à USD 300.000,- (trois cent mille dollars US) par incorporation de bénéfices non-distribués sans émission d'actions nouvelles;
3. Modification de l'article 5 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

**Art. 5.** Le capital social est fixé à USD 300.000,- (trois cent mille dollars US), représenté par 1.200 (mille deux cents) actions sans désignation de valeur nominale chacune.

II (00872/534/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**JAOUI S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.  
R. C. Luxembourg B 36.489.

Notice is hereby given that a

**GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS**

will be held at the registered office of the Company on Wednesday, 10 April 1996 at 11.00 a.m. (or as soon thereafter as it may be held) for the purpose of considering and if thought fit passing the resolutions which are proposed at the Extraordinary General Meeting of Shareholders held on Tuesday, 5 March 1996 but could not be passed due to insufficient quorum, namely:

*Agenda:*

1. To receive and adopt the directors' reports and the reports of the commissaire (statutory auditor) for the financial year ended 31st March 1995.
2. To receive and adopt the balance sheets and the profit and loss account as at 31st March 1995 and to appropriate profits.
3. To grant a discharge to directors and the commissaire in respect of the execution of their mandates to 31st March 1995.
4. To renew the directors' and the commissaire's mandates for a period ending at the statutory Annual General Meeting.
5. Miscellaneous.

The shareholders are advised that at that meeting resolutions will be put to the vote regardless of the number of shares represented.

Luxembourg, 5 March 1996.

II (00712/631/25)

*By order of the Board.*

**PRONTOFUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable de droit luxembourgeois.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 51.690.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société qui se tiendra le 3 avril 1996 à 11.00 heures au siège social.

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clôturé au 31 décembre 1995;
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises sur les comptes clôturés au 31 décembre 1995;
3. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1995 et affectation des résultats;
4. Décharge aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée doivent déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée générale auprès de la SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

II (00940/755/19)

*Le Conseil d'Administration.*

**SCALA, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable de droit luxembourgeois.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 51.696.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société qui se tiendra le 3 avril 1996 à 14.00 heures au siège social.

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clôturé au 31 décembre 1995;
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises sur les comptes clôturés au 31 décembre 1995;
3. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1995 et affectation des résultats;
4. Décharge aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée doivent déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée générale auprès de la SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

II (00941/755/19)

*Le Conseil d'Administration.*

**DDD S.A.H., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.  
R. C. Luxembourg B 45.358.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 5 avril 1996 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat au 31 décembre 1995;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Divers.

II (00646/660/14)

*Le Conseil d'Administration.*

**ELITEK S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 47.916.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 4 avril 1996 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
5. Divers.

II (00671/526/15)

*Le Conseil d'Administration.*

**COMPAGNIE DE NOBRESSART S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 42.886.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 4 avril 1996 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant.
5. Divers.

II (00672/526/15)

*Le Conseil d'Administration.*

**FIRO S.A. HOLDING, Société Anonyme.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 17, rue du Fossé.  
R. C. Luxembourg B 32.868.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le jeudi 4 avril 1996 à 15.00 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1995;
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux comptes;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Démission d'un Administrateur et du Commissaire aux comptes;
5. Nomination de nouveaux Administrateurs et d'un nouveau Commissaire aux comptes;
6. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
7. Divers.

II (00690/011/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**ENERGIE 5 HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 53.516.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 4 avril 1996 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes;
2. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

II (00732/029/19)

*Le Conseil d'Administration.*

**PALITANA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 44.748.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 5 avril 1996 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.

II (00737/534/12)

*Le Conseil d'Administration.*

**AU CHAUFFAGE MODERNE, Société Anonyme.**

Siège social: L-1024 Luxembourg, boîte postale 2445,  
L-2268 Luxembourg, 32, rue d'Orchimont.  
Service technique: L-4391 Pontpierre, 81, rue de Luxembourg.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET STATUTAIRE**

qui se tiendra au siège social de la société, le jeudi 4 avril 1996 à 17.00 heures.

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire.
2. Présentation, examen et approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1995; affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir se conformer aux statuts.

II (00744/000/19)

*Le Conseil d'Administration.*

**CLR SELECT, Société d'Investissement à Capital Variable à compartiments multiples.**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 39.173.

Shareholders in CLR SELECT CURRENCY FUND («The Fund») are hereby convened to an

**EXTRAORDINARY GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING**

to be held on 10 April 1996 at 11.00 a.m. at the office of CREDIT LYONNAIS LUXEMBOURG S.A., 26A, boulevard Royal in Luxembourg in order to consider the liquidation of the Fund and any other business that may arise.

In order to validly deliberate on these items, there will need to be a quorum present or represented of 50 % of the shares in the Fund and in order to be carried, the resolutions will need to be approved by two thirds of the shares present or represented.

Proxies have to be sent to the registered office before 5 April 1996.

II (00722/000/14)

*The Board of Directors.*

**BREITFELD TEILHABER GESELLSCHAFT AG., Société Anonyme.**

Siège social: Bereldange, 13, rue des Roses.  
R. C. Luxembourg B 23.724.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra au siège social, le vendredi 5 avril 1996 à 16.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1995 et affectation des résultats;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Elections statutaires du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
5. Divers.

II (00251/555/18)

*Le Conseil d'Administration.*

**VALAU S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 35.284.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 4 avril 1996 à 15.00 heures à l'Immeuble de l'Indépendance de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., au 69, route d'Esch, Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- 1) Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- 2) Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1995.
- 3) Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4) Nominations statutaires.
- 5) Divers.

II (00492/006/16)

*Le Conseil d'Administration.*

**INTERNATIONAL ASSETS FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 25.127.

Messieurs les actionnaires sont invités à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le lundi 4 avril 1996 à 10.00 heures au siège social de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises;
2. Approbation de l'état du patrimoine et de l'état des opérations au 31 décembre 1995;
3. Affectation des résultats;
4. Décharge aux administrateurs;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle et les décisions seront prises à la majorité des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée devra en aviser la société et déposer ses actions, au moins cinq jours francs avant l'assemblée, de préférence aux guichets de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

II (00607/584/23)

*Le Conseil d'Administration.*